

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3-G

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières

S4-G

États financiers consolidés audités

S5-G - S25-G

Renseignements consolidés non audités

S26-G - S28-G

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières

S30-G

Autres renseignements non audités

S35-G - S57-G

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date

2015-04-17

Signature



## TABLE DES MATIÈRES

G=Global

**PAGE**

### Section I

#### États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant	S6-G	6
Rapport du vérificateur général	S6.1-G	6.1
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur la ventilation des dépenses mixtes	S6.2-G	6.2
Renseignements complémentaires consolidés		
Informations sectorielles consolidées		
Résultats détaillés par organismes	S7-G	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	S8-G	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	S9-G	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	S10-G	10
Situation financière par organismes	S11-G	11
Flux de trésorerie par organismes	S12-G	12
Charges par objets par organismes	S13-G	13
État consolidé des résultats	S18-G	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	S19-G	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	S19-G	15
État consolidé de la situation financière	S20-G	16
État consolidé des flux de trésorerie	S21-G	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	S22-G	18
Autres renseignements complémentaires consolidés		
Excédent (déficit) accumulé	S23-G	19
Avantages sociaux futurs	S24-G	20
Endettement total net à long terme	S25-G	21

#### Renseignements consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	S27-G	23
Analyse des charges consolidées	S28-G	24

### Section II

Autres renseignements financiers - Table des matières	S30-G	26
---	-------	----

---

<b>COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES</b>	38
--	----

---

<b>COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES</b>	65
---	----

---

## **Section I - États financiers consolidés**

## Rapport de l'auditeur indépendant

À Monsieur le Maire,  
au Président et aux Membres du comité exécutif,  
aux Membres du Conseil de la Ville de Montréal,  
aux Membres du Conseil d'agglomération de Montréal

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

*Fondement de l'opinion avec réserve*

La Ville de Montréal a comptabilisé au 31 décembre 2014 à l'état consolidé de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi qu'aux directives du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2014 et 2013 sont les suivantes :

	<b>Surévaluation / (Sous-évaluation) (en milliers de dollars)</b>	
	<b>2014</b>	<b>2013</b>
	\$	\$
<b>État consolidé de la situation financière</b>		
Débiteurs – Gouvernement du Québec et ses entreprises	<b>1 945 745</b>	1 828 154
Dette nette et excédent accumulé	<b>1 945 745</b>	1 828 154
<b>État consolidé des résultats</b>		
Revenus – Transferts	<b>117 591</b>	4 779
Excédent de l'exercice	<b>117 591</b>	4 779
Excédent accumulé au début de l'exercice	<b>1 828 154</b>	1 823 375
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	<b>1 945 745</b>	1 828 154

La direction n'a pas ventilé le montant de l'excédent accumulé avec le même niveau de détail que celui présenté dans les états financiers consolidés.

Par ailleurs, la Ville de Montréal n'a pas respecté les dispositions de l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonçant que seule la partie de la subvention qui est exigible dans l'exercice de la Ville de Montréal et autorisé par le Parlement dans l'année financière du gouvernement doit être comptabilisé.

Ces éléments nous a conduits à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice courant, comme nous l'avons fait pour les états financiers de l'exercice précédent.

*Opinion avec réserve*

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### *Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMOT et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Cependant, sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMOT.

### *Autre point*

Nous avons émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion modifiée signé en date du 8 avril 2015 relativement aux états financiers consolidés de la Ville de Montréal.

*Deloitte* S.E.N.C.R.L./S.R.L.<sup>1</sup>

17 avril 2015

---

<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A116207



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,  
Au président et aux membres du comité exécutif,  
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,  
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montréal, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### *Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### *Observations*

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Montréal inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (« MAMOT ») et présentées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Cependant, sans pour autant modifier mon opinion, j'attire également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMOT.

#### *Autre point*

J'ai émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 8 avril 2015 relativement aux états financiers consolidés de la Ville de Montréal déposés au greffe de la Ville de Montréal, le 22 avril 2015.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 17 avril 2015

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,  
Au président et aux membres du comité exécutif,  
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,  
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit du tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Cette ventilation a été établie par la direction de la Ville sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (ci-après « les exigences réglementaires »).

### *Responsabilité de la direction pour la ventilation des charges mixtes*

La direction est responsable de la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau de la ventilation des charges mixtes exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le tableau de la ventilation des charges mixtes, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le tableau de la ventilation des charges mixtes ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le tableau de la ventilation des charges mixtes comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation du tableau de la ventilation des charges mixtes afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du tableau.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, le tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences réglementaires.

*Autre point*

J'ai émis également un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 8 avril 2015 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes de la Ville de Montréal entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération inclus dans les états financiers consolidés déposés au greffe de la Ville de Montréal le 22 avril 2015.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 17 avril 2015

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>
<b>Revenus</b>						
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	2 973 164 000	3 051 417 000	3 061 444 000		3 045 648 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	238 412 000	251 308 400	250 957 000		250 957 000
Quotes-parts	3	396 296 000	401 374 800	400 572 000		400 572 000
Transferts	4	358 328 000	265 196 700	251 800 000		410 652 000
Services rendus	5	309 737 000	301 871 600	292 424 000		955 606 000
Imposition de droits	6	157 609 000	152 325 800	187 221 000		187 221 000
Amendes et pénalités	7	195 765 000	188 221 500	178 368 000		178 368 000
Intérêts	8	118 802 000	113 210 800	122 801 000		129 831 000
Autres revenus	9	66 575 000	72 067 200	67 149 000		190 831 000
	10	4 814 688 000	4 796 993 800	4 812 736 000		1 474 981 000
<b>Investissement</b>						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					3 427 000
Transferts	13	103 508 000	264 883 000	221 985 000		297 927 000
<b>Autres revenus</b>						
Contributions des promoteurs	14	27 727 000	3 000 000	8 245 000		8 245 000
Autres	15	6 890 000	3 882 000	3 128 000		3 128 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	138 125 000	271 765 000	233 358 000		301 354 000
	18	4 952 813 000	5 068 758 800	5 046 094 000		1 776 335 000
<b>Charges</b>						
Administration générale	19	896 138 000	995 138 700	740 863 000	15 260 000	751 401 000
Sécurité publique	20	1 038 727 000	1 050 688 400	1 047 406 000	35 688 000	1 082 300 000
Transport	21	869 706 000	835 665 000	805 669 000	219 831 000	1 244 136 000
Hygiène du milieu	22	484 179 000	429 126 800	397 349 000	194 159 000	590 797 000
Santé et bien-être	23	90 317 000	95 142 900	91 320 000	754 000	51 855 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	190 682 000	213 586 300	183 464 000	30 513 000	9 075 000
Loisirs et culture	25	494 563 000	487 402 000	499 599 000	95 019 000	50 626 000
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	366 500 000	387 625 800	376 589 000		101 251 000
Amortissement des immobilisations	28	556 776 000	576 775 800	591 224 000	( 591 224 000 )	
	29	4 987 588 000	5 071 151 700	4 733 483 000		1 456 943 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(34 775 000)	(2 392 900)	312 611 000		319 392 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(34 775 000)	(2 392 900)	312 611 000	319 392 000	606 309 000	
Moins: revenus d'investissement	2	( 138 125 000 )	( 271 765 000 )	( 233 358 000 )	( 301 354 000 )	( 531 285 000 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(172 900 000)	(274 157 900)	79 253 000	18 038 000	75 024 000	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	556 776 000	576 775 800	591 224 000	199 218 000	790 442 000	
Produit de cession	5	6 867 000		7 629 000	2 109 000	9 738 000	
(Gain) perte sur cession	6	(4 007 000)		(4 750 000)	(279 000)	(5 029 000)	
Réduction de valeur / Reclassement	7				19 236 000	19 236 000	
	8	559 636 000	576 775 800	594 103 000	220 284 000	814 387 000	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14						
	15						
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	( 376 516 000 )	( 401 014 400 )	( 385 304 000 )	( 64 364 000 )	( 458 252 000 )	
	18	(376 516 000)	(401 014 400)	(385 304 000)	(64 364 000)	(458 252 000)	
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 49 222 000 )	( 34 348 000 )	( 21 703 000 )	( 19 381 000 )	( 44 511 000 )	
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20						
Excédent de fonctionnement affecté	21	64 795 000	26 158 500	36 652 000		36 652 000	
Réserves financières et fonds réservés	22	(76 170 000)	(16 834 000)	(72 191 000)	(476 000)	(72 667 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(17 560 000)	123 420 000	(16 870 000)	(100 430 000)	(108 716 000)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	19 995 000					
	25	(58 162 000)	98 396 500	(74 112 000)	(120 287 000)	(189 242 000)	
	26	124 958 000	274 157 900	134 687 000	35 633 000	166 893 000	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	(47 942 000)		213 940 000	53 671 000	241 917 000	

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES\***  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé<sup>1</sup></u>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	<b>138 125 000</b>	<b>271 765 000</b>	<b>233 358 000</b>	<b>301 354 000</b>	<b>531 285 000</b>
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 41 304 000 )	( 62 496 000 )	( 29 021 000 )	( )	( 29 021 000 )
Sécurité publique	3	( 55 009 000 )	( 51 540 000 )	( 49 780 000 )	( )	( 49 780 000 )
Transport	4	( 222 889 000 )	( 360 198 000 )	( 237 027 000 )	( 270 300 000 )	( 507 327 000 )
Hygiène du milieu	5	( 177 464 000 )	( 388 102 000 )	( 274 092 000 )	( )	( 274 092 000 )
Santé et bien-être	6	( 654 000 )	( )	( 56 000 )	( 9 452 000 )	( 9 508 000 )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 37 374 000 )	( 75 505 000 )	( 47 431 000 )	( 433 000 )	( 47 864 000 )
Loisirs et culture	8	( 196 119 000 )	( 294 659 000 )	( 204 944 000 )	( )	( 204 944 000 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 730 813 000 )	( 1 232 500 000 )	( 842 351 000 )	( 280 185 000 )	( 1 122 536 000 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	405 911 000	781 955 000	605 939 000	118 529 000	724 468 000
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	49 222 000	34 348 000	21 703 000	19 381 000	44 511 000
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	18 584 000		21 073 000		21 073 000
Réserves financières et fonds réservés	17	47 260 000	144 432 000	54 519 000		54 519 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		190 505 000		48 500 000		48 500 000
	18	305 571 000	178 780 000	145 795 000	19 381 000	168 603 000
	19	(19 331 000)	(271 765 000)	(90 617 000)	(142 275 000)	(229 465 000)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	<b>118 794 000</b>		<b>142 741 000</b>	<b>159 079 000</b>	<b>301 820 000</b>

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(34 775 000)	(2 392 900)	312 611 000	319 392 000	606 309 000		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	( 730 813 000 )	( 1 232 500 000 )	( 842 351 000 )	( 280 185 000 )	( 1 122 536 000 )		
Produit de cession	3	6 867 000		7 629 000	2 109 000	9 738 000		
Amortissement	4	556 776 000	576 775 800	591 224 000	199 218 000	790 442 000		
(Gain) perte sur cession	5	(4 007 000)		(4 750 000)	(279 000)	(5 029 000)		
Réduction de valeur / Reclassement	6				19 236 000	19 236 000		
	7	(171 177 000)	(655 724 200)	(248 248 000)	(59 901 000)	(308 149 000)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	1 341 000		1 696 000	5 818 000	7 514 000		
Variation des stocks de fournitures	9	(255 000)		(2 268 000)	1 230 000	(440 000)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(27 396 000)		11 737 000	(42 896 000)	(33 159 000)		
	11	(26 310 000)		11 165 000	(35 848 000)	(26 085 000)		
	12	(232 262 000)	(658 117 100)	75 528 000	223 643 000	272 075 000		
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13							
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(232 262 000)	(658 117 100)	75 528 000	223 643 000	272 075 000		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(4 163 742 000)		(4 330 504 000)	(1 014 131 000)	(5 296 941 000)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			(65 500 000)		(65 500 000)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(4 163 742 000)		(4 396 004 000)	(1 014 131 000)	(5 362 441 000)		
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(4 396 004 000)		(4 320 476 000)	(790 488 000)	(5 090 366 000)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	5 143 000	202 000	79 196 000	79 398 000
Placements temporaires	2	208 911 000	220 654 000	9 898 000	230 552 000
Débiteurs (note 5)	3	2 025 822 000	2 216 497 000	1 287 535 000	3 088 448 000
Prêts (note 6)	4	30 656 000	10 206 000	23 530 000	27 674 000
Placements à long terme (note 7)	5	2 210 653 000	2 436 473 000	505 373 000	2 941 846 000
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 622 000	1 592 000		1 592 000
	9	4 482 807 000	4 885 624 000	1 905 532 000	6 369 510 000
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			241 301 000	241 301 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 364 605 000	1 253 950 000	295 253 000	1 484 145 000
Revenus reportés (note 12)	13	126 964 000	111 719 000	69 549 000	160 134 000
Dette à long terme (note 13)	14	7 180 651 000	7 590 873 000	2 316 759 000	9 551 580 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	206 591 000	249 558 000	(226 842 000)	22 716 000
	16	8 878 811 000	9 206 100 000	2 696 020 000	11 459 876 000
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(4 396 004 000)	(4 320 476 000)	(790 488 000)	(5 090 366 000)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	8 051 409 000	8 299 657 000	2 906 437 000	11 206 094 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	47 689 000	45 993 000	15 720 000	61 713 000
Stocks de fournitures	20	29 607 000	31 875 000	41 160 000	72 437 000
Autres actifs non financiers (note 17)	21	64 674 000	52 937 000	405 092 000	438 029 000
	22	8 193 379 000	8 430 462 000	3 368 409 000	11 778 273 000
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	(26 524 000)	150 769 000	(8 633 000)	142 136 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	515 946 000	512 539 000	74 290 000	586 829 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 956 299 000 )	( 939 429 000 )	( 192 645 000 )	( 722 694 000 )
Financement des investissements en cours	26	(235 785 000)	(93 044 000)	100 824 000	(5 620 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	4 500 037 000	4 479 151 000	2 218 795 000	6 687 256 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	3 797 375 000	4 109 986 000	2 577 921 000	6 687 907 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(34 775 000)	312 611 000	319 392 000	606 309 000
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	556 776 000	591 224 000	199 218 000	790 442 000
Autres					
- Gain sur cession immo.	3	(4 007 000)	(4 750 000)	(279 000)	(5 029 000)
- Autres	4	613 000		2 808 000	2 808 000
	5	518 607 000	899 085 000	521 139 000	1 394 530 000
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	14 160 000	(190 675 000)	(158 380 000)	(234 062 000)
Autres actifs financiers	7	6 467 000	9 209 000	28 377 000	16 899 000
Créditeurs et charges à payer	8	146 225 000	(110 655 000)	(6 196 000)	(89 677 000)
Revenus reportés	9	(23 320 000)	(15 237 000)	(8 486 000)	(22 857 000)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10	17 302 000	42 967 000	(94 970 000)	(52 003 000)
Stocks de fournitures	11	3 090 000	1 726 000	5 818 000	7 544 000
Autres actifs non financiers	12	(255 000)	(2 268 000)	1 230 000	(440 000)
	13	(27 396 000)	11 737 000	(43 160 000)	(33 423 000)
	14	654 880 000	645 889 000	245 372 000	986 511 000
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15	( 730 813 000 )	( 831 110 000 )	( 280 185 000 )	( 1 111 295 000 )
Produit de cession	16	6 867 000	7 629 000	2 109 000	9 738 000
	17	(723 946 000)	(823 481 000)	(278 076 000)	(1 101 557 000)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	( )	( )	( )	( )
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires					
Variation nette des autres placements à long terme					
	20				
	21	11 928 000	(225 820 000)	37 703 000	(188 117 000)
	22	11 928 000	(225 820 000)	37 703 000	(188 117 000)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	465 499 000	783 183 000	220 850 000	908 783 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 368 664 000 )	( 372 961 000 )	( 232 585 000 )	( 605 546 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	25			(2 464 000)	(2 464 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26				
- Gain (perte taux de change)	27	2 427 000	(8 000)		(8 000)
-	28				
	29	99 262 000	410 214 000	(14 199 000)	300 765 000
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>					
	30	42 124 000	6 802 000	(9 200 000)	(2 398 000)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>					
	31	171 930 000	214 054 000	98 294 000	312 348 000
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>					
	32	214 054 000	220 856 000	89 094 000	309 950 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
<b>Rémunération</b>	1	1 621 208 000	1 635 269 300	1 616 682 000	2 279 733 000
<b>Charges sociales</b>	2	818 754 000	870 098 300	747 069 000	844 374 000
<b>Biens et services</b>	3	786 509 000	809 619 700	700 786 000	974 278 000
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	271 119 000	275 240 600	284 103 000	308 156 000
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	72 246 000	62 687 600	69 118 000	129 549 000
D'autres tiers	7	22 260 000	48 283 100	22 840 000	22 896 000
Autres frais de financement	8	875 000	1 414 500	528 000	6 040 000
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	29 469 000	30 000 000	29 482 000	29 482 000
Autres	10	438 564 000	427 995 100	413 791 000	1 497 000
Autres organismes	11	181 992 000	176 743 900	188 312 000	189 540 000
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	556 776 000	576 775 800	591 224 000	790 442 000
<b>Autres</b>					
-	13	187 816 000	157 023 800	69 548 000	98 675 000
-	14				
-	15				
	16	4 987 588 000	5 071 151 700	4 733 483 000	5 674 662 000

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013 Redressées note 20
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	3 034 141 000	3 045 648 000	2 957 169 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	251 308 000	250 957 000	238 412 000
Quotes-parts	3	401 374 000	400 572 000	396 296 000
Transferts	4	1 122 469 000	930 564 000	865 506 000
Services rendus	5	972 574 000	955 606 000	1 022 667 000
Imposition de droits	6	152 326 000	187 221 000	157 609 000
Amendes et pénalités	7	188 221 000	178 368 000	195 765 000
Intérêts	8	118 025 000	129 831 000	126 552 000
Autres revenus	9	220 853 000	202 204 000	225 078 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 461 291 000	6 280 971 000	6 185 054 000
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	1 001 832 000	751 401 000	908 813 000
Sécurité publique	13	1 085 211 000	1 082 300 000	1 071 898 000
Transport	14	1 923 605 000	1 815 089 000	2 095 164 000
Hygiène du milieu	15	619 426 000	590 797 000	666 394 000
Santé et bien-être	16	141 350 000	134 225 000	146 647 000
Aménagement, urbanisme et développement	17	250 751 000	214 261 000	218 301 000
Loisirs et culture	18	595 204 000	619 948 000	601 651 000
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	528 655 000	466 641 000	455 152 000
	21	6 146 034 000	5 674 662 000	6 164 020 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	315 257 000	606 309 000	21 034 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		6 147 098 000	6 060 564 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(65 500 000)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		6 081 598 000	6 060 564 000
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		6 687 907 000	6 081 598 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8-G.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013 Redressées note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	315 257 000	606 309 000	21 034 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 792 099 000 ) (	1 122 536 000 ) (	1 128 038 000 )
Produit de cession	3	5 356 000	9 738 000	12 381 000
Amortissement	4	782 591 000	790 442 000	768 754 000
(Gain) perte sur cession	5	(3 318 000)	(5 029 000)	(5 152 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6		19 236 000	
	7	(1 007 470 000)	(308 149 000)	(352 055 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	6 620 000	7 514 000	3 821 000
Variation des stocks de fournitures	9		(440 000)	(2 166 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		(33 159 000)	(77 882 000)
	11	6 620 000	(26 085 000)	(76 227 000)
	12	(685 593 000)	272 075 000	(407 248 000)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(685 593 000)	272 075 000	(407 248 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(5 296 941 000)	(4 955 193 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(65 500 000)	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(5 362 441 000)	(4 955 193 000)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(5 090 366 000)	(5 362 441 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b> Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	79 398 000	95 687 000
Placements temporaires	2	230 552 000	216 661 000
Débiteurs (note 5)	3	3 088 448 000	2 860 075 000
Prêts (note 6)	4	27 674 000	43 899 000
Placements à long terme (note 7)	5	2 941 846 000	2 753 729 000
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	1 592 000	5 698 000
	9	6 369 510 000	5 975 749 000
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	241 301 000	248 355 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 484 145 000	1 579 371 000
Revenus reportés (note 12)	13	160 134 000	187 402 000
Dette à long terme (note 13)	14	9 551 580 000	9 248 343 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	22 716 000	74 719 000
	16	11 459 876 000	11 338 190 000
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(5 090 366 000)	(5 362 441 000)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	11 206 094 000	10 897 945 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	61 713 000	69 227 000
Stocks de fournitures	20	72 437 000	71 997 000
Autres actifs non financiers (note 17)	21	438 029 000	404 870 000
	22	11 778 273 000	11 444 039 000
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	6 687 907 000	6 081 598 000

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	606 309 000	21 034 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	790 442 000	768 754 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(5 029 000)	(5 152 000)
- Autres	4	2 808 000	613 000
	5	1 394 530 000	785 249 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(234 062 000)	(12 936 000)
Autres actifs financiers	7	16 899 000	(17 893 000)
Créditeurs et charges à payer	8	(89 677 000)	136 333 000
Revenus reportés	9	(22 857 000)	(25 622 000)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(52 003 000)	123 244 000
Propriétés destinées à la revente	11	7 544 000	6 807 000
Stocks de fournitures	12	(440 000)	(2 166 000)
Autres actifs non financiers	13	(33 423 000)	(77 882 000)
	14	986 511 000	915 134 000
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 111 295 000 )	( 1 128 038 000 )
Produit de cession	16	9 738 000	12 381 000
	17	(1 101 557 000)	(1 115 657 000)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	(188 117 000)	(95 944 000)
	22	(188 117 000)	(95 944 000)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	908 783 000	680 874 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 605 546 000 )	( 441 411 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(2 464 000)	74 360 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
- Gain (Perte) de change	27	(8 000)	2 427 000
-	28		
	29	300 765 000	316 250 000
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(2 398 000)	19 783 000
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	312 348 000	292 565 000
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	309 950 000	312 348 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**1. Statut de l'organisme municipal**

Voir la note 1 à la page S22-10-G.

**2. Principales méthodes comptables**

.

**A) Périmètre comptable et partenariat**

Voir la note 2a à la page S22-10-G.

**B) Comptabilité d'exercice**

Voir la note 2b à la page S22-10-G.

**C) Actifs financiers**

S.O.

**D) Actifs non financiers**

S.O

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Voir la note 2k à la page S22-12-G.

**Immobilisations**

Voir la note 2j à la page S22-11-G.

**E) Revenus de transfert**

Voir la note 2o à la page S22-12-G.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

Voir la note 2r à la page S-22-13-G.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Voir la note 24 à la page S22-31G

**H) Instruments financiers**

Voir la note 2v à la page S22-14-G.

**I) Autres éléments**

Voir les notes 2c, 2d, 2e, 2f, 2g, 2h, 2i, 2l, 2m, 2n, 2p, 2q, 2s, 2t, 2u, 2w et 2x aux pages S22-10-G à S22-14-G.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	1 947 447 000	1 895 504 000
<b>Note</b>			
Voir la note 4 aux la pages S22-15-G et S22-16-G.			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	96 347 000	90 651 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 377 458 000	2 277 775 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	171 639 000	83 000 000
Organismes municipaux	8	5 887 000	3 102 000
Autres			
- Service rendus et autres	9	437 117 000	405 547 000
-	10		
	11	3 088 448 000	2 860 075 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 961 998 000	1 995 170 000
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 961 998 000	1 995 170 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	149 367 000	139 034 000
<b>Note</b>			
Voir la note 5 aux la pages S22-16-G et S22-17-G.			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17	4 283 000	4 046 000
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Autres prêts	19	19 593 000	33 745 000
- Solde des prix de vente	20	3 798 000	6 108 000
	21	27 674 000	43 899 000
<b>Note</b>			
Voir la note 6 à la page S22-18-G			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22	1 947 447 000	1 895 504 000
Autres placements	23	994 399 000	858 225 000
	24	2 941 846 000	2 753 729 000
<b>Note</b>			
Voir la note 4 à la page S22-16-G.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	323 829 000	252 942 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 346 545 000 )	( 327 661 000 )
	27	<u>(22 716 000)</u>	<u>(74 719 000)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	439 054 000	716 499 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	33 460 000	25 284 000
Régimes à cotisations déterminées	30	909 000	497 000
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	2 344 000	2 196 000
	33	<u>475 767 000</u>	<u>744 476 000</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	1 592 000	1 622 000
Autres	35		4 076 000
	36	1 592 000	5 698 000
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
Voir la note 10 à la page S22-23-G.			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	420 351 000	510 237 000
Salaires et avantages sociaux	38	572 094 000	587 480 000
Dépôts et retenues de garantie	39	139 530 000	124 290 000
Provision pour contestations d'évaluation	40	25 336 000	12 375 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	39 292 000	40 355 000
Autres			
- Int. courus sur la dette à LT	42	71 201 000	70 412 000
- Autres provisions	43	141 175 000	166 745 000
- Gouv. du Qc et ses entreprises	44	23 763 000	27 605 000
- Gouv. du Can. et entreprises	45	7 066 000	5 844 000
- Autres	46	44 337 000	34 028 000
	47	1 484 145 000	1 579 371 000
<b>Note</b>			
Voir la note 11 à la page S22-24-G.			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	15 270 000	15 344 000
Transferts	49	50 524 000	60 721 000
Autres			
- Prime à l'émission de titres	50	55 496 000	60 758 000
- Autres	51	38 844 000	50 579 000
	52	160 134 000	187 402 000
<b>Note</b>			
Voir la note 12 à la page S22-24-G.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<b>Taux d'intérêt</b>		<b>Échéance</b>			
		<b>de</b>	<b>à</b>	<b>de</b>	<b>à</b>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,10	11,00	2015	2045	53	9 400 861 000	9 077 561 000
Obligations et billets en monnaies étrangères		3,00			54	328 000	320 000
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56	328 000	320 000
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	7,15	7,15	2015	2017	59	589 000	1 062 000
Autres	1,75	11,00	2015	2027	60	149 802 000	169 400 000
					61	9 551 580 000	9 248 343 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( )	( )
					63	9 551 580 000	9 248 343 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total 2014</b>					
	<b>Avec fonds d'amortissement</b>	<b>Sans fonds d'amortissement</b>	<b>Location-acquisition</b>	<b>Autres</b>						
2015	64	280 000 000	72	329 065 000	80	244 000	89	63 065 000	97	672 374 000
2016	65	198 000 000	73	263 529 000	81	244 000	90	13 118 000	98	474 891 000
2017	66	677 052 000	74	209 157 000	82	162 000	91	59 139 000	99	945 510 000
2018	67	650 000 000	75	258 945 000	83		92	4 959 000	100	913 904 000
2019	68	920 000 000	76	178 855 000	84		93	3 313 000	101	1 102 168 000
2020 et +	69	4 274 298 000	77	1 162 288 000	85		94	6 208 000	102	5 442 794 000
	70	6 999 350 000	78	2 401 839 000	86	650 000	95	149 802 000	103	9 551 641 000
Intérêts et frais accessoires					87	( 61 000 )			104	( 61 000 )
	71	6 999 350 000	79	2 401 839 000	88	589 000	96	149 802 000	105	9 551 580 000

**Note**

Voir la note 13 aux pages S22-25-G, S22-26-G et S22-27-G.

	2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (5 090 366 000)	(5 362 441 000)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109 (5 090 366 000)	(5 362 441 000)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	1 761 290 000	138	135 883 000	165	22 944 000	192	1 874 229 000
Eaux usées	111	2 820 356 000	139	111 014 000	166	10 619 000	193	2 920 751 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	3 203 979 000	140	181 355 000	167	55 769 000	194	3 329 565 000
Autres	113	5 375 446 000	141	319 805 000	168	713 748 000	195	4 981 503 000
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	2 855 800 000	143	183 512 000	170	4 891 000	197	3 034 421 000
Améliorations locatives	116	76 374 000	144	4 072 000	171	9 895 000	198	70 551 000
Véhicules	117	1 405 508 000	145	41 746 000	172	38 049 000	199	1 409 205 000
Ameublement et équipement de bureau	118	375 097 000	146	88 658 000	173	31 639 000	200	432 116 000
Machinerie, outillage et équipement divers	119	336 673 000	147	29 446 000	174	54 108 000	201	312 011 000
Terrains	120	1 146 496 000	148	27 045 000	175	1 315 000	202	1 172 226 000
Autres	121	11 340 000	149		176	2 368 000	203	8 972 000
	122	<u>19 368 359 000</u>	150	<u>1 122 536 000</u>	177	<u>945 345 000</u>	204	<u>19 545 550 000</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>19 368 359 000</u>	152	<u>1 122 536 000</u>	179	<u>945 345 000</u>	206	<u>19 545 550 000</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	725 315 000	153	52 951 000	180	21 887 000	207	756 379 000
Eaux usées	126	1 505 198 000	154	102 126 000	181	12 916 000	208	1 594 408 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	1 383 131 000	155	156 637 000	182	55 927 000	209	1 483 841 000
Autres	128	2 632 066 000	156	158 816 000	183	711 819 000	210	2 079 063 000
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 292 555 000	158	101 132 000	185	2 426 000	212	1 391 261 000
Améliorations locatives	131	37 712 000	159	7 906 000	186	9 427 000	213	36 191 000
Véhicules	132	603 099 000	160	110 027 000	187	38 263 000	214	674 863 000
Ameublement et équipement de bureau	133	156 880 000	161	63 638 000	188	31 642 000	215	188 876 000
Machinerie, outillage et équipement divers	134	129 421 000	162	36 961 000	189	35 793 000	216	130 589 000
Autres	135	5 037 000	163	248 000	190	1 300 000	217	3 985 000
	136	<u>8 470 414 000</u>	164	<u>790 442 000</u>	191	<u>921 400 000</u>	218	<u>8 339 456 000</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>10 897 945 000</u>					219	<u>11 206 094 000</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	5 830 000	223		225		227	5 830 000
Amortissement cumulé	221	(4 224 000)	224	(233 000)	226	( )	228	(4 457 000)
Valeur comptable nette	222	<u>1 606 000</u>					229	<u>1 373 000</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 477,2 M\$ au 31 décembre 2014 (447,3 M\$ en 2013). La diminution inclut un montant net de 19,2 M\$ (voir note 31 à la page S22-34-G) relié à la sortie d'un organisme du périmètre comptable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	63 305 000	70 849 000
	233	63 305 000	70 849 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	1 592 000	1 622 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	61 713 000	69 227 000

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	2 091 000	2 029 000
Frais reportés			
- Dépôt achat métro et bus	237	370 309 000	326 659 000
- Frais d'émission et autres	238	65 629 000	76 182 000
	239	438 029 000	404 870 000

**Note**

Voir la note 17 à la page S22-28-G.

**18. Obligations contractuelles**

Voir la note 18 et 19a à la page S22-29-G.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

Voir les notes 18, 19b à la page S22-29-G.

**b) Auto-assurance**

Voir les notes 18 et 19c à la page S22-29-G.

**c) Poursuites**

Voir les notes 18 et 19c à la page S22-29-G.

**d) Autres**

Voir les notes 18, 19b et 19d à la page S22-29-G.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Voir la note 20 à la page S22-29-G.

**21. Données budgétaires**

Voir la note 21 à la page S22-30-G.

**22. Instruments financiers**

Voir la note 22 à la page S22-30-G.

	2014	2013
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 79 398 000	95 687 000
Découvert bancaire	241 ( )	( )
Placements temporaires	242 230 552 000	216 661 000
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
-	247 ( )	( )
-	248 ( )	( )
-	249 ( )	( )
-	250 ( )	( )
-	251 ( )	( )
-	252 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	253 309 950 000	312 348 000

**Note**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements temporaires de 90 jours et moins à compter de la date d'acquisition. Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisation de 11,2 M\$ à même la réduction équivalente de la valeur d'un prêt. Cette opération est sans incidence directe sur les flux de trésorerie.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1- STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1<sup>er</sup> janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1<sup>er</sup> janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 87% de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la *Charte de la Ville de Montréal*. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

---

### 2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 24 et 27.

Dans les informations sectorielles et les notes complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal, le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, la Société de gestion du port de plaisance de Lachine, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal, le Bureau du taxi de Montréal et Bixi Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés

#### b) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

#### c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la vente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****d) Placements**

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel et, pour l'administration municipale, à la réduction du financement à long terme relatif à l'acquisition d'immobilisations.

**e) Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

**f) Prêts**

Les prêts sont présentés au coût. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

**g) Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

**h) Revenus reportés**

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les gains de change nets non matérialisés sont amortis selon la méthode décrite à la note 2 u).

**i) Actifs non financiers**

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

**j) Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro	25 à 100 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 60 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1\$. Les autres terrains sont comptabilisés au coût. Dans les cas où le coût n'a pu être retracé, il a fait l'objet d'estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

**k) Stocks**

Les stocks sont comptabilisés au coût, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**l) Autres actifs non financiers**

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

**m) Revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes**

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés dans l'exercice pour lequel ils sont facturés. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

**n) Revenus de quotes-parts**

Les charges constatées par la Ville dans l'exercice des compétences d'agglomération sont facturées aux municipalités liées de l'agglomération. Les revenus découlant de cette facturation sont inscrits à titre de quotes-parts à l'état des résultats.

**o) Revenus de transferts**

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Certains aspects de la norme SP 3410 *Paiements de transfert*, notamment les questions reliées à la notion d'autorisation des transferts, font actuellement l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable, plus particulièrement dans le cas des transferts pluriannuels versés par le gouvernement du Québec. Ces interprétations ont mené les auditeurs indépendants à émettre, depuis l'exercice 2013, des opinions divergentes sur les états financiers consolidés de la Ville.

Face à ces divergences d'interprétation à la Ville et au sein d'autres entités appliquant la nouvelle norme comptable SP 3410 *Paiements de transfert*, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a diffusé, en novembre 2014, un appel à informations afin de réunir les éléments probants au sujet de l'expérience des parties prenantes à l'égard de l'adoption et de l'application de la norme. Le Conseil sera alors plus à même d'apprécier les difficultés de mise en œuvre de la norme ainsi que la nature, l'étendue et la cause de toute question n'ayant pas encore été résolue. La Ville compte répondre à l'appel à informations et suivre de près les développements relatifs à ces travaux de normalisation.

**p) Services rendus**

Les revenus liés aux services rendus sont constatés à l'état consolidé des résultats lorsque les services sont rendus et qu'ils donnent lieu à une créance. Les revenus tirés du transport des clients constituent une partie importante des services rendus comptabilisés. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats au moment où les titres de transport sont utilisés par la clientèle. Pour ce qui est des titres hebdomadaires ou mensuels, les revenus sont constatés dans la période où ces titres sont valides.

**q) Revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités, d'intérêts et autres revenus**

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)**

**r) Charges et passif au titre des avantages sociaux futurs**

**- Régimes à prestations déterminées**

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas cinq ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2014, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

**- Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux**

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

**s) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides**

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation pour une période estimée à 20 ans. Ces coûts estimatifs sont constatés en fonction de la capacité utilisée des décharges.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

**t) Obligations environnementales**

La Ville comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

**u) Conversion de devises**

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est imputé immédiatement à l'état consolidé des résultats s'il s'agit d'éléments monétaires à court terme.

Les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement, relatifs à des emprunts libellés en devises qui ne font pas l'objet d'une couverture contre les risques de change, sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Pour ces emprunts, les gains ou les pertes résultant de l'écart entre le taux de conversion original et le taux de conversion à la date du remboursement ou du versement sont imputés à l'état consolidé des résultats.

Le gain ou la perte de change non amorti, rattaché à la dette à long terme libellée en devises mais ne faisant pas l'objet d'une couverture contre les risques de change, est constaté à l'état consolidé de la situation financière à titre d'élément reporté et imputé à l'état consolidé des résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire calculée sur la durée restante des emprunts.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****v) Instruments financiers dérivés**

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 « Conversion des devises » et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes du swap et de la dette couverte. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

**w) Compétences d'agglomération**

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf sur le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

**x) Sectorisation et présentation des résultats**

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

La fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement.

La fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes.

La fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville.

La fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**3- MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES**

**4- ENCAISSE ET PLACEMENTS**  
(en milliers de dollars)

	2014			2013
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Encaisse et placements temporaires				
Encaisse		79 398	79 398	95 687
Placements temporaires		230 552	230 552	216 661
		309 950	309 950	312 348
Placements				
Dépôts à terme et autres titres	17 447	744 585	762 032	634 278
Obligations et débentures	1 930 000	249 814	2 179 814	2 119 451
	1 947 447	994 399	2 941 846	2 753 729

Les placements temporaires, d'une durée de 90 jours et moins à compter de la date d'acquisition, sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,00% à 1,24% (de 1,06% à 1,80% en 2013).

Au 31 décembre 2014, la juste valeur des placements s'établit à 3 070,4 M\$ (2 811,8 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2013, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffrent respectivement à 1 895,5 M\$ et à 858,2 M\$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps, des CLSC et des hôpitaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures de la Ville qui s'élèvent à 409,0 M\$ (400,2 M\$ en 2013).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**4- ENCAISSE ET PLACEMENTS (suite)**  
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débitures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
<b>31 décembre 2014</b>				
2015	761 015	102 539	863 554	1,69 %
2016	1 017	236 880	237 897	3,81 %
2017		409 949	409 949	3,58 %
2018		140 360	140 360	3,83 %
2019		256 046	256 046	3,84 %
1 à 5 ans	762 032	1 145 774	1 907 806	2,80 %
6 à 10 ans		837 572	837 572	4,13 %
11 à 15 ans		25 057	25 057	4,02 %
16 à 20 ans		146 626	146 626	4,10 %
Plus de 20 ans		24 785	24 785	4,10 %
	762 032	2 179 814	2 941 846	
<b>31 décembre 2013</b>				
2014	633 278	189 746	823 024	2,21 %
2015		114 927	114 927	3,79 %
2016	1 000	183 393	184 393	3,61 %
2017		397 800	397 800	3,58 %
2018		160 079	160 079	3,73 %
1 à 5 ans	634 278	1 045 945	1 680 223	2,94 %
6 à 10 ans		894 464	894 464	4,33 %
11 à 15 ans		52 441	52 441	4,62 %
16 à 20 ans		121 520	121 520	4,01 %
Plus de 20 ans		5 081	5 081	4,00 %
	634 278	2 119 451	2 753 729	

**5- DÉBITEURS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Taxes	96 347	90 651
Gouvernement du Canada et ses entreprises	171 639	83 000
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2 377 458	2 277 775
Organismes municipaux	5 887	3 102
Services rendus et autres	437 117	405 547
	3 088 448	2 860 075

Une provision pour créances douteuses de 149,4 M\$ (139,0 M\$ en 2013) a été déduite des débiteurs.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

5- **DÉBITEURS (suite)**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 961 998	1 995 170

La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme s'établit à 2 161,8 M\$ (2 122,9 M\$ en 2013).

Les encaissements des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2014, s'établissent comme suit :

	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
<b>31 décembre 2014</b>			
2015	229 638	4,44 %	64 175
2016	216 802	4,47 %	13 715
2017	211 046	4,51 %	27 477
2018	182 379	4,50 %	41 324
2019	172 841	4,42 %	14 366
1 à 5 ans	1 012 706	4,47 %	161 057
6 à 10 ans	463 934	4,22 %	30 616
11 à 15 ans	128 358	3,65 %	6 345
16 à 20 ans	72 270	3,48 %	4 211
	1 677 268	4,29 %	202 229
<b>31 décembre 2013</b>			
2014	224 331	4,65 %	73 012
2015	204 240	4,63 %	64 174
2016	192 120	4,68 %	13 715
2017	186 261	4,73 %	27 477
2018	158 484	4,74 %	41 324
1 à 5 ans	965 436	4,68 %	219 702
6 à 10 ans	480 726	4,52 %	33 903
11 à 15 ans	130 656	4,02 %	6 345
16 à 20 ans	71 151	3,36 %	1 647
	1 647 969	4,52 %	261 597

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**6- PRÊTS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Prêts	23 876	37 791
Soldes de prix de vente	3 798	6 108
	27 674	43 899

Les prêts, garantis par des hypothèques au montant de 15,9 M\$ et échéant de 2015 à 2030, portent intérêt à des taux variant entre 0% et 9% (au montant de 24,1 M\$ échéant de 2014 à 2030 à des taux variant entre 0% et 9% en 2013). Un montant de 4,3 M\$ a été déduit de la valeur des prêts pour les présenter à la valeur nominale actualisée (4,7 M\$ en 2013).

Au 31 décembre 2014, les soldes de prix de vente, échéant de 2015 à 2033, portent intérêt à des taux variant entre 0% et 9% (échéant de 2014 à 2033 aux taux variant entre 4,4% et 9% en 2013).

Au 31 décembre 2014, la juste valeur des prêts et des soldes de prix de vente s'établit à 26,9 M\$ (43,1 M\$ en 2013).

**7- PLACEMENTS À LONG TERME**

**8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Régimes de retraite à prestations déterminées	(239 096)	(173 939)
Autres régimes	261 812	248 658
Passif au titre des avantages sociaux futurs	227 16	74 719

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 472,5 M\$ (741,8 M\$ en 2013). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 0,9 M\$ (0,5 M\$ en 2013) et à 2,3 M\$ (2,2 M\$ en 2013).

**Régimes à prestations déterminées**

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles ont été réalisées au cours de la période s'échelonnant du 31 décembre 2011 au 31 décembre 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**8- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
(en milliers de dollars)

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2014		2013	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	15 295 520		14 233 598	
Obligation au titre des prestations constituées	(16 861 265)	(276 486)	(16 215 472)	(273 234)
Déficit de capitalisation	(1 565 745)	(276 486)	(1 981 874)	(273 234)
Pertes actuarielles non amorties	1 806 949	14 674	2 293 730	24 576
Actif (passif) au titre des prestations constituées	241 204	(261 812)	311 856	(248 658)
Provision pour moins-value	(2 108)		(137 917)	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs	239 096	(261 812)	173 939	(248 658)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2014		2013	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 686 249)	(276 486)	(12 769 380)	(273 234)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	7 115 589		10 647 204	
Déficit de capitalisation	(1 570 660)	(276 486)	(2 122 176)	(273 234)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2014		2013	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	14 233 598		13 277 625	
Rendement prévu des actifs des régimes	856 955		794 272	
Gain survenu dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	434 076		262 621	
Rendement réel des actifs des régimes	1 291 031		1 056 893	
Cotisations de l'exercice	662 700	10 862	752 063	9 985
Prestations versées	(891 809)	(10 862)	(852 983)	(9 985)
Solde à la fin de l'exercice	15 295 520		14 233 598	
Juste valeur des actifs des régimes	16 470 408		15 044 003	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**8- (PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2014		2013	
	Régimes de retraite (1)	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	16 215 472	273 234	15 404 019	250 038
Coût des services rendus au cours de l'exercice	407 147	10 870	436 576	8 955
Coût des services passés	(189 527)	(974)	2068	
Prestations versées	(891 809)	(10 862)	(852 983)	(9 985)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	956 471	11 277	908 503	10 341
Perte (gain) survenu dans l'exercice sur l'obligation	363 511	(7 059)	317 289	13 885
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>16 861 265</b>	<b>276 486</b>	<b>16 215 472</b>	<b>273 234</b>

(1) Au 31 décembre 2014, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 768,8 M\$ (effet de la loi sanctionnée le 5 décembre 2014).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2014		2013	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	407 147	10 870	436 576	8 955
Coût des services passés	(189 527)	(974)	2068	
Cotisations des employés	(149 045)		(143 509)	
Pertes actuarielles non amorties constatées lors de modifications de régimes	191 926	974		
Amortissement des pertes (gains) actuariels	224 290	1 869	247 688	(2 597)
<b>Charge au titre des avantages de retraite</b>	<b>484 791</b>	<b>12 739</b>	<b>542 823</b>	<b>6 358</b>
Intérêts débiteurs sur l'obligation	956 471	11 277	908 503	10 341
Rendement prévu des actifs des régimes	(856 955)		(794 272)	
<b>Charge d'intérêt</b>	<b>99 516</b>	<b>11 277</b>	<b>114 231</b>	<b>10 341</b>
Variation de la provision pour moins-value	(135 809)		68030	
<b>Charge totale</b>	<b>448 498</b>	<b>24 016</b>	<b>725 084</b>	<b>16 699</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

8- **(PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2014		2013	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	6,00% à 6,10%	3,75% à 4,25%	6,00% à 6,10%	3,75% à 4,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,00% à 6,10%		6,00% à 6,10%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,25%	2,00% à 2,25%	2,00% à 2,25%	2,00% à 2,25%
Taux de croissance des salaires	2,50% à 2,75%	2,75% à 2,96%	2,50% à 3,00%	2,96% à 3,25%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		5,00% à 7,71%		5,00% à 7,97%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		4,30% à 5,48%		4,40% à 5,50%
Années où le taux devrait se stabiliser		2024 et 2032		2024 et 2032
Taux initial de croissance du coût des soins dentaires		4,00%		4,00%

**Tables de mortalité**

À l'exception des régimes de la STM, la Ville utilise les dernières tables de mortalité publiées par l'institut canadien des actuaires (ICA) afin de refléter fidèlement la longévité de la population canadienne et d'établir la valeur de l'obligation. Les régimes de la STM font l'objet d'études d'expérience spécifiques sur la mortalité de la population des retraités sous-jacente aux régimes et utilisent donc une hypothèse spécifique à l'expérience plutôt que des tables génériques.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**8- (PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
(en milliers de dollars)

h) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q. 2014, chapitre 15). Cette loi prévoit que les régimes de retraite du secteur municipal devront être restructurés. Elle prévoit également les modifications à apporter aux régimes relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (le service antérieur) et au service accumulé à compter de cette date (le service postérieur). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise pour tous les régimes visés par la loi.

Le processus de restructuration prévoit une période de négociation débutant le 1er février 2015. En l'absence d'entente, une décision sera ultimement rendue par un arbitre. En vertu des dispositions de la loi, pour certains régimes, le début de la période de négociation pourrait être reporté au 1er janvier 2016. Pour ces régimes, une évaluation actuarielle au 31 décembre 2014 est requise.

Pour les régimes ne bénéficiant pas de ce report, certaines modifications prévues par la loi s'appliquent à compter du 1er janvier 2014, d'autres, à la conclusion de l'entente entre les parties ou à la fin de chacune des conventions collectives en vigueur.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec. Puisque le résultat de ces démarches ne peut être déterminé, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2014.

Les principaux changements prévus par la loi sont exposés dans les paragraphes qui suivent.

Pour le service antérieur :

- l'élimination de l'indexation automatique de la rente à la retraite des participants actifs;
- le partage des déficits imputables aux participants actifs entre ces participants et la Ville (la portion assumée par les participants varie de 45 % à 50 % des déficits);
- la suspension possible de l'indexation automatique de la rente des retraités à compter du 1er janvier 2017 conformément aux conditions prévues par la loi.

Pour le service postérieur :

- l'élimination de l'indexation automatique de la rente à la retraite des participants actifs;
- le plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % de la masse salariale des participants actifs, sujet à certains ajustements à la hausse prévus par la loi ;
- le partage à parts égales de la cotisation d'exercice entre la Ville et les participants actifs;
- le partage à parts égales du déficit relié à ce service postérieur entre la Ville et les participants actifs;
- la constitution d'un fonds de stabilisation alimenté par une cotisation de stabilisation représentant au moins 10 % de la cotisation d'exercice, partagée à parts égales entre la Ville et les participants actifs.

Les incidences financières de la loi sur les composantes de la charge des régimes de retraite à prestations déterminées pouvant être établies au 31 décembre 2014 sont montrées dans le tableau qui suit :

	Augmentation (Réduction)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(35 523)
Coût des services passés	(191 926)
Pertes actuarielles non amorties constatées lors de modifications de régimes	191 926
Amortissement des pertes actuarielles	(29 644)
Charge au titre des avantages de retraite	(65 167)
Charge d'intérêt	(12 791)
<b>Charge totale</b>	<b>(77 958)</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**8- (PASSIF) ACTIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
(en milliers de dollars)

**Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux**

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2014	2013
Régimes à cotisations déterminées	909	497
Régimes de retraite des élus municipaux	2 344	2 196

**9- AUTRES ACTIFS FINANCIERS**

**10- EMPRUNTS TEMPORAIRES**

La Ville dispose de leviers pour ses besoins de liquidités à court terme qui totalisent 1 779,1 M\$ au 31 décembre 2014 (1 788,8 M\$ en 2013).

De ce montant, une somme de 1 479,0 M\$ (500,0 M\$ en vertu d'une limite relative à la STM et 979,0 M\$ en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* qui autorise, à ce titre, jusqu'à 20% des crédits budgétaires) peut être empruntée, en tout ou en partie, au moyen de billets, acceptations bancaires ou autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme. Au 31 décembre 2014, la valeur nominale des émissions en papier commercial totalise 227,7 M\$ (226,6 M\$ en 2013) et le taux moyen sur ces emprunts temporaires est de 1,21% (1,16% en 2013).

La Ville dispose également de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant 300,1 M\$. Au 31 décembre 2014, les marges de crédit utilisées se chiffrent à 13,6 M\$ (21,8 M\$ en 2013) et portent intérêt à un taux moyen de 1,41% (2,59% en 2013).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**11- CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013 Redressé, note 3
Fournisseurs	420 351	510 237
Salaires, déductions à la source et avantages sociaux	572 094	587 480
Intérêts courus sur la dette à long terme	71 201	70 412
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides	39 292	40 355
Passif environnemental (1)	65 500	65 500
Contestations d'évaluation	25 336	12 375
Autres	75 675	101 245
Dépôts et retenues de garantie	139 530	124 290
Gouvernement du Québec et ses entreprises	23 763	27 605
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 066	5 844
Autres	44 337	34 028
	1 484 145	1 579 371

(1) La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement d'un site contaminé. Le passif de 65,5 M\$ correspond à la valeur actualisée des coûts des honoraires professionnels, de la construction d'infrastructures devant servir au captage et au traitement des eaux souterraines et des phases flottantes d'hydrocarbures du site et de l'exploitation de ces infrastructures sur une période s'échelonnant jusqu'en 2042. Les dépenses totales estimatives se chiffrent à 98,4 M\$ et le taux d'actualisation utilisé est de 4 %.

L'évaluation du passif repose sur les conclusions d'une étude de faisabilité de 2013 et sur les informations connues à ce jour. Le coût réel d'honoraires professionnels et de contrats de construction des infrastructures qui seront octroyés à la suite des processus d'appels d'offres publics pourrait être différent des estimations utilisées. Aussi, le passif est fondé sur l'hypothèse d'une durée d'exploitation des nouvelles infrastructures de 25 ans. Toute variation de cette durée d'exploitation affectera la valeur du passif. Enfin, les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation de partenaires impliqués dans l'assainissement du site, s'ils étaient confirmés et rencontraient les critères de comptabilisation, pourraient conduire à une réduction du passif dans le futur.

**12- REVENUS REPORTÉS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Primes à l'émission de titres	55 496	60 758
Transferts	50 524	60 721
Titres de transport	21 715	20 677
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	15 270	15 344
Autres	17 129	29 902
	160 134	187 402



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**13- DETTE À LONG TERME**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Obligations et billets		
Dollars canadiens (1)	9 400 861	9 077 561
Monnaies étrangères	328	320
Autres dettes à long terme		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	589	1 062
Emprunts à terme et hypothèques immobilières (2)	123 368	138 300
Autres	26 434	31 100
	<b>9 551 580</b>	<b>9 248 343</b>

- (1) Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M\$ (1 294,9 M\$ en 2013).
- (2) Les hypothèques immobilières, au montant de 28,3 M\$ (38,1 M\$ en 2013), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 37,5 M\$ (47,5 M\$ en 2013).

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2014	2013
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	3 335 203	3 123 570
De l'agglomération	1 955 110	1 890 756
Sommes accumulées au fonds d'amortissement	1 947 447	1 895 504
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 961 998	1 995 170
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	351 822	343 343
	<b>9 551 580</b>	<b>9 248 343</b>

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 159,9 M\$ (259,9 M\$ en 2013). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la quasi-totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2014, les emprunts contractés en devises ne faisant pas l'objet d'une couverture s'élèvent à 0,3 M\$ (0,3 M\$ en 2013) et le gain sur change relatif à ceux-ci se chiffre à 0,6 M\$ (gain de 0,6 M\$ en 2013).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**13- DETTE À LONG TERME (suite)**  
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

Années d'échéance	2014				2013			
	Dollars canadiens (1)	Monnaies étrangères	À Échéance	À refinancer	Échéance nette	À Échéance	À refinancer	Échéance nette
2014						800 087	197 508	602 579
2015	672 340		672 340	255 333	417 007	632 385	254 711	377 674
2016	474 870		474 870	83 825	391 045	435 105	80 227	354 878
2017	945 505		945 505	146 254	799 250	912 234	146 254	765 980
2018	913 904		913 904	304 306	609 599	869 694	304 306	565 388
2019	1 102 168		1 102 168	239 729	862 439			
1 à 5 ans	4 108 787		4 108 787	1 029 447	3 079 340	3 649 505	983 006	2 666 499
6 à 10 ans	2 899 665		2 899 665	646 639	2 253 026	2 913 253	695 281	2 217 972
11 à 15 ans	649 459		649 459	8 172	641 287	1 122 969	22 172	1 100 797
16 à 20 ans	839 611		839 611	80 365	759 246	508 566	70 256	438 310
2043	934 556		934 556		934 556	934 556		934 556
2045	119 174		119 174		119 174	119 174		119 174
À perpétuité		328	328		328	320		320
<b>TOTAL</b>	<b>9 551 252</b>	<b>328</b>	<b>9 551 580</b>	<b>1 764 623</b>	<b>7 786 957</b>	<b>9 248 343</b>	<b>1 770 715</b>	<b>7 477 628</b>

(1) Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

**Sommaire de la dette**

	2014			2013		
	Monnaies étrangères	Dollars canadiens	%	Monnaies étrangères	Dollars canadiens	%
Dollars canadiens (1)		9 551 252	100,00		9 248 023	100,00
Livres sterling	181	328	0,00	181	320	0,00
		9 551 580	100,00		9 248 343	100,00

(1) Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**13- DETTE À LONG TERME (suite)**  
(en milliers de dollars)

**Taux d'intérêt**

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

Années d'échéance	2014			2013
	Dollars canadiens	Monnaies étrangères	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	4,48 %		4,48 %	4,50 %
6 à 10 ans	4,36 %		4,36 %	4,56 %
11 à 15 ans	4,74 %		4,74 %	5,24 %
16 à 20 ans	4,19 %		4,19 %	4,21 %
2043	6,00 %		6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %		6,00 %	6,00 %
À perpétuité		3,00 %	3,00 %	3,00 %
Moyenne pondérée	4,60 %	3,00 %	4,60 %	4,76 %

**Juste valeur**

La juste valeur de la dette se chiffre à 10 911,3 M\$ (9 901,4 M\$ en 2013). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 40,2 M\$ (31,2 M\$ en 2013).

**14- ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**15- IMMOBILISATIONS**  
(en milliers de dollars)

	Solde au 31-12-2013	Augmentation	Diminution (1)	Solde au 31-12-2014
<b>COÛT</b>				
Infrastructures	10 185 435	561 882	160 125	10 587 192
Réseau du métro	2 975 636	186 175	642 955	2 518 856
Bâtiments	2 855 800	183 512	4 891	3 034 421
Améliorations locatives	76 374	4 072	9 895	70 551
Véhicules	1 405 508	41 746	38 049	1 409 205
Ameublement et équipement de bureau	375 097	88 658	31 639	432 116
Machinerie, outillage et équipement	336 673	29 446	54 108	312 011
Terrains	1 146 496	27 045	1 315	1 172 226
Autres	11 340		2 368	8 972
	<b>19 368 359</b>	<b>1 122 536</b>	<b>945 345</b>	<b>19 545 550</b>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>				
Infrastructures	4 621 048	404 396	159 594	4 865 850
Réseau du métro	1 624 662	66 134	642 955	1 047 841
Bâtiments	1 292 555	101 132	2 426	1 391 261
Améliorations locatives	37 712	7 906	9 427	36 191
Véhicules	603 099	110 027	38 263	674 863
Ameublement et équipement de bureau	156 880	63 638	31 642	188 876
Machinerie, outillage et équipement	129 421	36 961	35 793	130 589
Autres	5 037	248	1 300	3 985
	<b>8 470 414</b>	<b>790 442</b>	<b>921 400</b>	<b>8 339 456</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	<b>10 897 945</b>			<b>11 206 094</b>

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 477,2 M\$ au 31 décembre 2014 (447,3 M\$ en 2013).

(1) La diminution inclut un montant net de 19,2 M\$ (voir note 17) relié à la sortie d'un organisme du périmètre comptable.

**16- PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE**

**17- AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	370 309	326 659
Dépôts pour l'achat de terrains		16 300
Frais d'émission de titres	57 943	53 251
Autres	9 777	8 660
	<b>438 029</b>	<b>404 870</b>

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**18 et 19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**

**a) Obligations contractuelles**

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 1 075,0 M\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

<u>2015</u>	<u>2016</u>	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020-2070</u>	<u>Total</u>
299,1 M\$	199,4 M\$	139,9 M\$	113,4 M\$	56,1 M\$	267,1 M\$	1 075,0 M\$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 2 201,9 M\$ dont 1 315,4 M\$ pour l'achat de voitures de métro.

**b) Grand prix de formule 1 du Canada**

Dans le cadre d'une entente de renouvellement permettant le maintien du Grand Prix de Formule 1 du Canada à Montréal pour les années 2015 à 2024 inclusivement, la Ville s'est engagée à verser une contribution annuelle initiale de 17,1 M\$. Cette contribution sera majorée de 2% l'an. À cet égard, la contribution annuelle initiale à recevoir par la Ville de ses partenaires est de 16 M\$. Cette contribution à recevoir sera également majorée de 2% l'an.

De plus, en vertu d'une convention de bail concernant la location du circuit Gilles-Villeneuve, la Ville s'est engagée à réaliser des travaux d'amélioration du circuit d'un montant maximal de 30 M\$.

**c) Réclamations et assurances**

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 559,9 M\$. Les avocats de la Ville considèrent que le règlement de ces réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Par contre, en vertu de sa charte, elle doit prévoir à son budget établi à des fins fiscales une somme d'au moins 1 % de ses charges afin de couvrir les charges non prévues au budget, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

**d) Environnement**

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (LQ, 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation. La Ville comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

**20- REDRESSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

En 2011, la Ville a reçu un avis d'Environnement Canada quant à sa non-conformité à la *Loi sur les pêches* relativement à un terrain dont elle est propriétaire et qui est connu sous le nom de Parc d'Entreprises de la Pointe-Saint-Charles. Plusieurs démarches ont été entreprises et ont permis d'établir en 2013 que le coût estimatif actualisé des mesures correctrices nécessaires serait de l'ordre de 65,5 M\$. Le passif environnemental n'a pas été constaté dans les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 bien que sa nature ainsi que les sommes en cause étaient connues lors la mise au point définitive de ces derniers. Par conséquent, la Ville a comptabilisé ce passif environnemental de manière rétroactive et a retraité ses états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 en conséquence. Cette comptabilisation rétroactive a eu les effets suivants sur les états financiers consolidés de la Ville au 31 décembre 2013 :

- Augmentation de la charge d'hygiène du milieu et diminution de l'excédent de l'exercice de 65,5 M\$. Le retraitement vise les données relatives à l'administration municipale, pour les compétences de nature locale;
- Augmentation des crédateurs, provisions et charges à payer et de la dette nette et diminution de l'excédent accumulé de 65,5 M\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**21- DONNÉES BUDGÉTAIRES**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées, ajustées conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, après éliminations des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté en février 2014 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération, est également présentée dans les informations sectorielles et les renseignements consolidés ainsi que dans les sections portant sur les compétences d'agglomération non consolidées et les compétences de nature locale non consolidées.

**22- INSTRUMENTS FINANCIERS****Utilisation d'instruments dérivés**

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux variations des taux de change et des taux d'intérêt auquel l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction et de spéculation.

**Positions de change et d'intérêt**

Au 31 décembre 2014, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la quasi-totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

**Risque de crédit**

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions reconnues ayant une cote de crédit supérieure à la sienne.

**Juste valeur**

La juste valeur de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2014		2013	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	3 070 426	2 941 846	2 811 841	2 753 729
Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	2 161 753	1 961 998	2 122 892	1 995 170
Prêts	26 927	27 674	43 100	43 899
Dette à long terme	10 911 299	9 551 580	9 901 450	9 248 343

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, des prêts et de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2014, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 40,2 M\$ (31,2 M\$ en 2013). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**23- TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE**

**24- EXCÉDENT ACCUMULÉ**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013 Redressé, note 3
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	142 136	(53 717)
Excédent des activités de fonctionnement affecté	259 337	271 154
Réserves financières et fonds réservés	327 492	309 189
Déficit des activités d'immobilisations	(5 620)	(307 440)
Charges constatées à taxer ou à pouvoir	(722 694)	(831 410)
Investissement net dans les immobilisations	6 687 256	6 693 822
	<b>6 687 907</b>	<b>6 081 598</b>

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du Gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales. Outre la ventilation de l'excédent accumulé dans différents postes définis aux paragraphes qui suivent, ces informations financières sont montrées aux pages 8, 9, 11, 19-1, 19-2 et 21 de la section présentant les états financiers consolidés ainsi que dans les sections portant sur les compétences d'agglomération non consolidées et les compétences de nature locale non consolidées.

**Excédent des activités de fonctionnement affecté**

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (LQ, 2000, chapitre 56), par la *Charte de la Ville de Montréal* ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

**Réserves financières et fonds réservés**

Certaines sommes perçues par la Ville doivent être comptabilisées dans des comptes spéciaux de l'excédent accumulé et être utilisées à des fins spécifiques, notamment pour l'aménagement et l'entretien des parcs et terrains de jeux et d'unités de stationnement, pour la fourniture des services de l'eau et de la voirie ainsi que pour l'acquisition d'immobilisations.

**Déficit des activités d'immobilisations**

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à l'excédent des coûts d'immobilisations sur le financement réalisé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**24- EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)**  
(en milliers de dollars)

**Charges constatées à taxer ou à pourvoir**

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1<sup>er</sup> janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce montant sera viré par affectation à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté sur des périodes estimatives s'échelonnant jusqu'en 2045. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures transitoires liées à des modifications de méthodes comptables survenues en l'an 2000 (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2020) ;
- l'application de mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025) ;
- le financement à long terme de certaines charges liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

**Investissement net dans les immobilisations**

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et des gains de change nets non matérialisés afférents et augmentée des placements du fonds d'amortissement accumulés pour le remboursement de cette dette et des débiteurs à recouvrer de tiers pour le dit remboursement.

**25- REVENUS DE TRANSFERTS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	7 000	7 000
Gouvernement du Québec	403 652	516 071
	410 652	523 071
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	23 090	18 537
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)	101 301	39 419
Gouvernement du Québec		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	23 090	18 769
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	273 599	195 119
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ)	74 366	64 092
Autres	24 466	6 499
	519 912	342 435
	930 564	865 506



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**26- REVENUS D'INTÉRÊTS**  
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Fonds d'amortissement	75 278	70 109
Encaisse et autres intérêts	41 468	43 725
Arriérés de taxes	13 085	12 718
	129 831	126 552

**27- REMBOURSEMENT DE LA DETTE**

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers. Il comprend également, pour l'administration municipale, les versements supplémentaires effectués au fonds d'amortissement pour réduire le financement à long terme relatif à l'acquisition d'immobilisations.

**28- COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (la CMM)**

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la *Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, C-37.01) dans les domaines liés au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux. Elle a également la compétence prévue par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1) à l'égard d'un plan métropolitain d'aménagement et de développement.

Au cours de l'exercice, la contribution de la Ville à la CMM s'élève à 29,5 M\$ (29,5 M\$ en 2013). Pour sa part, la CMM a versé à la Ville la somme de 44,7 M\$ (43,9 M\$ en 2013) pour les coûts d'exploitation de certains équipements métropolitains assumés par la Ville ainsi que pour le programme des logements sociaux.

**29- ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT**

Le 11 mars 2015, le gouvernement du Québec a adopté le décret numéro 173-2015 établissant que la date de cession générale des actifs et passifs relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la ville de Laval par l'AMT à la STM est le 31 mars 2015.

Cette transaction aura pour effet d'augmenter les actifs d'un montant de 1 185,0 M\$, soit 592,5 M\$ à titre d'immobilisations et 592,5 M\$ à titre de débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, ainsi que d'augmenter le passif de 592,5 M\$ à titre de dette à long terme, le solde de 592,5 M\$ étant affecté à l'excédent accumulé. En vertu du décret, le coût du service de la dette (capital et intérêts) sera entièrement subventionné par le gouvernement du Québec.

**30- CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT**

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****31- SORTIE DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE D'UN ORGANISME**  
(en milliers de dollars)

Au cours de l'exercice, la Société de vélo en libre-service a cessé ses activités. Conséquemment, elle ne fait plus partie du périmètre comptable de la Ville. Les effets de la sortie de cet organisme sur la situation financière de la Ville, nets des éliminations des soldes réciproques sont les suivants :

**État consolidé de la situation financière:**

<b>ACTIFS FINANCIERS</b>	
Débiteurs	(5 689)
Actifs destinés à la revente	(4 076)
Prêts	11 915
	<hr/>
	2 150
	<hr/>
<b>PASSIFS</b>	
Emprunts temporaires	(4 590)
Créditeurs, provisions et charges à payer	(5 549)
Revenus reportés	(4 403)
	<hr/>
	(14 542)
	<hr/>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>	
Immobilisations	(19 236)
Autres actifs non financiers	(264)
	<hr/>
	(19 500)
	<hr/>
<b>DÉFICIT ACCUMULÉ</b>	(2 808)
	<hr/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	142 136 000	(53 717 000)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	586 829 000	580 343 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	( 722 694 000 )	( 831 410 000 )
Financement des investissements en cours	(5 620 000)	(307 440 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 687 256 000	6 693 822 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	6 687 907 000	6 081 598 000

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

-	8		
- Affect. à l'exercice suivant	9	20 100 000	
- Exc. affect arrondissements	10	123 191 000	142 974 000
- Exc. affect Proj. spécifiques	11	9 219 000	39 215 000
- Autres fins	12	40 315 000	31 870 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
	17	192 825 000	214 059 000

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

-	18		
- Exc. affect.-Autres fins	19	66 512 000	57 095 000
-	20		
	21	66 512 000	57 095 000

Réserves financières

- Gestion de la voirie	22	41 513 000	33 865 000
- Gestion de l'eau	23	223 096 000	243 923 000
- Immobilisations	24	28 000 000	
-	25		
-	26		
	27	292 609 000	277 788 000

Fonds réservés

Fonds de roulement	28	8 430 000	8 305 000
Fonds parcs et terrains de jeux	29	15 245 000	12 202 000
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30		
Société québécoise d'assainissement des eaux	31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	3 080 000	3 081 000
Financement des activités de fonctionnement	33		
Autres			
- Unité de stationnement	34	5 089 000	4 745 000
- Autres	35	3 039 000	3 068 000
-	36		
-	37		
	38	34 883 000	31 401 000
	39	586 829 000	580 343 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( 7 645 000 )	( 10 490 000 )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 76 928 000 )	( 76 106 000 )
Régimes non capitalisés	43 ( 199 140 000 )	( 199 140 000 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( )	( )
Autres	45 ( (646 373 000) )	( (564 580 000) )
Régimes non capitalisés	46 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( )	( )
Autres		
-	51 ( )	( )
-	52 ( )	( )
	53 ( (362 660 000) )	( (278 844 000) )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( )	( )
Autre financement	55 ( 1 085 354 000 )	( 1 110 254 000 )
	56 ( 722 694 000 )	( 831 410 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57 538 597 000	515 718 000
Investissements à financer	58 ( 544 217 000 )	( 823 158 000 )
	59 (5 620 000)	(307 440 000)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
<b>Éléments d'actif</b>		
Immobilisations	60 11 206 094 000	10 897 945 000
Propriétés destinées à la revente	61 63 305 000	70 849 000
Prêts	62 27 674 000	43 899 000
Placements à titre d'investissement	63 1 947 447 000	1 895 504 000
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 13 244 520 000	12 908 197 000
<b>Éléments de passif correspondant</b>		
Dette à long terme	66 9 551 580 000	9 248 343 000
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( 1 961 998 000 )	( 1 995 170 000 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( 1 235 766 000 )	( 1 258 794 000 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( 44 691 000 )	( 60 167 000 )
	71 6 309 125 000	5 934 212 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 248 139 000	280 163 000
	73 6 557 264 000	6 214 375 000
	74 6 687 256 000	6 693 822 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>13</u>	2 <u>12</u>	3 <u></u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 252 942 000	364 319 000
Charge de l'exercice	5 ( 439 054 000 )	( 716 499 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 509 941 000	605 122 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>323 829 000</u>	<u>252 942 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 15 295 520 000	14 233 598 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 16 765 535 000 )	( 16 124 797 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( 1 470 015 000 )	( 1 891 199 000 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>1 795 952 000</u>	<u>2 282 058 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 325 937 000	390 859 000
Provision pour moins-value	13 ( 2 108 000 )	( 137 917 000 )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>323 829 000</u>	<u>252 942 000</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>19</u>	<u>19</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>7 115 589 000</u>	<u>10 647 204 000</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 8 590 519 000 )	( 12 678 705 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>1 474 930 000</u> )	( <u>2 031 501 000</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 403 188 000	432 750 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 ( 190 033 000 )	2 068 000
	21 <u>213 155 000</u>	<u>434 818 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 149 045 000 )	( 143 509 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u></u> )	( <u></u> )
	24 64 110 000	291 309 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 222 878 000	246 287 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 191 926 000	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 ( 135 809 000 )	68 030 000
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>343 105 000</u>	<u>605 626 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 <u>952 904 000</u>	<u>905 145 000</u>
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>856 955 000</u> )	( <u>794 272 000</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>95 949 000</u>	<u>110 873 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>439 054 000</u>	<u>716 499 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 291 031 000	1 056 893 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 856 955 000 )	( 794 272 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 434 076 000	262 621 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (362 773 000)	(316 476 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 888 094 000	849 550 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 16 470 408 000	15 044 003 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 13	13
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,08 %	6,08 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,08 %	6,08 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,69 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,06 %	2,10 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
- Obligation implicite	52 768 796 000	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 12	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

Le passif à la fin de l'exercice des régimes supplémentaires non capitalisés est de 84 733 000\$ (79 003 000 \$ à la fin de 2013).

La charge de l'exercice de ces régimes de 9 444 000\$ (8 585 000 \$ en 2013)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 327 661 000 )	( 315 794 000 )
Charge de l'exercice	58 ( 33 460 000 )	( 25 284 000 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 14 576 000	13 417 000
Passif à la fin de l'exercice	60 ( <u>346 545 000</u> )	( <u>327 661 000</u> )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 372 216 000 )	( 363 909 000 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 25 671 000	36 248 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( <u>346 545 000</u> )	( <u>327 661 000</u> )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 14 829 000	12 781 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 (468 000)	
	66 14 361 000	12 781 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	( )
	68 14 361 000	12 781 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 3 281 000	(1 196 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70 974 000	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 18 616 000	11 585 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 14 844 000	13 699 000
Charge de l'exercice	77 33 460 000	25 284 000
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (6 321 000)	14 698 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 11	11
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,02 %	4,12 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 2,85 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,13 %	2,12 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 6,46 %	6,63 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 4,89 %	4,95 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2032	2032
Autres hypothèses économiques	86	
-	87	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 909 000	497 000



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

92  Oui  
 93  Non

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	107	110

**Description du régime**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95		
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	1 385 000	1 261 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	959 000	935 000
98	2 344 000	2 196 000

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
<b>Administration municipale</b>				
Dette à long terme	1	5 389 045 000	2 201 828 000	7 590 873 000
<b>Ajouter</b>				
Activités d'investissement à financer	2	(5 410 000)	111 854 000	106 444 000
Activités de fonctionnement à financer	3	6 769 000	(574 000)	6 195 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
-Achat de terrains	5	14 220 000	620 000	14 840 000
-Débiteurs gouvernemen	6	97 486 000	33 812 000	131 298 000
<b>Déduire</b>				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé	7			
Débiteurs	8	857 175 000	503 259 000	1 360 434 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9			
Autres montants	10			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11			
Autres				
-Montant à recouvrer redevances	12	336 472 000		336 472 000
-Montant acc. pour remb. dette	13	1 079 032 000	364 059 000	1 443 091 000
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	3 229 431 000	1 480 222 000	4 709 653 000
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organisme contrôlés</b>				
Endettement net à long terme	15	136 701 000	485 934 000	622 635 000
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>				
Municipalité régionale de comté	17			
Communauté métropolitaine	18		14 981 000	14 981 000
Autres organismes	19			
Endettement total net à long terme	20	3 366 132 000	1 981 137 000	5 347 269 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	1 611 417 000		
Endettement total net à long terme pour les compétences de nature locale compte tenu de la quote-part dans l'agglomération	22	4 977 549 000		

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 406 732 400	2 411 892 000	2 396 096 000	2 299 819 000
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	309 318 900	311 036 000	311 036 000	335 547 000
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	83 245 400	84 999 000	84 999 000	81 406 000
Activités de fonctionnement	6	125 501 500	127 244 000	127 244 000	110 646 000
Activités d'investissement	7				
Autres	8	781 900	709 000	709 000	662 000
	9	2 925 580 100	2 935 880 000	2 920 084 000	2 828 080 000
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	25 766 300	23 395 000	23 395 000	25 970 000
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	13 678 700	13 855 000	13 855 000	13 778 000
Autres					
-Taxe immobilisation	14	34 402 700	34 098 000	34 098 000	33 606 000
-Autres	15		809 000	809 000	
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 740 300	11 564 000	11 564 000	11 543 000
Service de la dette	18	10 372 600	10 386 000	10 386 000	11 562 000
Activités de fonctionnement	19	19 884 000	20 355 000	20 355 000	21 917 000
Activités d'investissement	20				
	21	114 844 600	114 462 000	114 462 000	118 376 000
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	10 992 300	11 102 000	11 102 000	10 713 000
	24	10 992 300	11 102 000	11 102 000	10 713 000
	25	125 836 900	125 564 000	125 564 000	129 089 000
	26	3 051 417 000	3 061 444 000	3 045 648 000	2 957 169 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	36 010 400	32 893 000	32 556 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		3 597 000	4 084 000
Taxes d'affaires	29	588 200	(2 581 000)	762 000
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	36 598 600	33 909 000	37 402 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	55 261 400	64 531 000	47 576 000
Cégeps et universités	33	63 059 000	62 433 000	61 477 000
Écoles primaires et secondaires	34	44 261 500	43 238 000	41 164 000
	35	162 581 900	170 202 000	150 217 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 587 800	2 139 000	1 938 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		250 000	255 000
Taxes d'affaires	38			
	39	2 587 800	2 389 000	2 193 000
	40	201 768 300	206 500 000	189 812 000
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	33 967 200	25 444 000	29 423 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		2 968 000	3 622 000
Taxes d'affaires	43	3 389 600	3 222 000	3 680 000
	44	37 356 800	31 634 000	36 725 000
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	9 388 500	10 129 000	9 312 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	9 388 500	10 129 000	9 312 000
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	2 794 800	2 694 000	2 563 000
	50	2 794 800	2 694 000	2 563 000
	51	251 308 400	250 957 000	238 412 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	8 501 100	10 288 000	11 772 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53	8 775 600	8 420 000	11 977 000
Sécurité incendie	54	8 643 600	8 826 000	8 725 000
Sécurité civile	55	149 000	4 000	14 000
Autres	56		148 000	151 000
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	2 788 000	3 854 000	2 035 000
Enlèvement de la neige	58	824 000	818 000	836 000
Autres	59	849 000	843 000	869 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	7 800 000	7 212 000	113 800 000
Transport adapté	61			38 254 000
Transport scolaire	62			41 213 000
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	167 000	166 000	181 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68	75 000	80 000	82 000
Traitement des eaux usées	69	23 150 800	22 146 000	23 867 000
Réseaux d'égout	70	5 000	1 847 000	4 767 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	153 000	14 433 000	14 696 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	35 097 000	22 603 000	21 961 000
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75		330 000	330 000
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	57 500	625 000	410 000
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	10 267 500	10 750 000	11 127 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	360 000		
Rénovation urbaine	83	21 651 500	13 526 000	18 998 000
Promotion et développement économique	84	46 525 900	40 276 000	42 744 000
Autres	85		4 000	10 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	1 705 400	3 102 000	17 646 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	4 959 700	4 682 000	4 887 000
Autres	88	2 858 400	5 801 000	4 361 000
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	185 364 000	180 784 000	339 636 000
				363 022 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91	3 000	3 000	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	17 812 000	20 609 000	1 645 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98		21 000	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		297 927 000	238 927 000
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	12 691 000	11 966 000	17 984 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	66 268 000	92 005 000	30 282 000
Traitement des eaux usées	108	57 818 000	1 432 000	2 687 000
Réseaux d'égout	109	68 278 000	66 103 000	27 632 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117	160 000		
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			53 000
Rénovation urbaine	122		1 273 000	1 273 000
Promotion et développement économique	123	760 000		
Autres	124			80 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	41 096 000	26 904 000	16 579 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		14 000	4 691 000
Autres	127		1 655 000	1 875 000
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	264 883 000	221 985 000	519 912 000
				342 435 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	79 832 700	71 016 000	160 049 000
	138	79 832 700	71 016 000	160 049 000
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	530 079 700	473 785 000	930 564 000
			865 506 000	



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	100 000	233 000	131 000
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	100 000	233 000	131 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	226 200	177 000	209 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	226 200	177 000	209 000
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	326 200	410 000	340 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	25 681 500	16 775 000	17 035 000
Sécurité publique	183	41 787 600	37 977 000	27 625 000
Transport				
Réseau routier	184	64 897 500	67 013 000	65 477 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		536 716 000	524 337 000
Transport adapté	186		4 463 000	4 064 000
Transport scolaire	187			
Autres	188	14 000	14 000	12 000
Autres	189	2 103 400	6 081 000	130 509 000
Hygiène du milieu	190	6 742 800	6 645 000	7 307 000
Santé et bien-être	191	34 021 300	30 843 000	88 939 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	90 160 200	90 081 000	100 631 000
Loisirs et culture	193	36 137 100	36 585 000	56 391 000
Réseau d'électricité	194			
	195	301 545 400	292 014 000	1 022 327 000
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	301 871 600	292 424 000	1 022 667 000
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	26 594 900	32 637 000	31 314 000
Droits de mutation immobilière	198	125 730 900	154 584 000	126 295 000
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	152 325 800	187 221 000	157 609 000
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	188 221 500	178 368 000	195 765 000
<b>INTÉRÊTS</b>	203	113 210 800	122 801 000	126 552 000
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	8 800 800	4 750 000	4 007 000
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	3 000 000	8 245 000	27 727 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		85 380 000	
Contributions des organismes municipaux	209	45 728 000	44 704 000	43 887 000
Autres contributions	210			
Autres	211	21 420 400	20 823 000	149 457 000
	212	78 949 200	78 522 000	225 078 000

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	53 599 700	52 747 000	15 000	52 762 000	55 219 000	52 058 000
Application de la loi	2	57 372 600	60 974 000	2 472 000	63 446 000	66 383 000	64 009 000
Gestion financière et administrative	3	233 431 900	214 734 000	5 409 000	220 143 000	220 125 000	243 870 000
Greffe	4	15 655 100	14 969 000	5 391 000	20 360 000	16 564 000	33 623 000
Évaluation	5	17 806 400	16 749 000	1 595 000	18 344 000	16 764 000	17 708 000
Gestion du personnel	6	58 034 900	52 094 000	119 000	52 213 000	52 213 000	51 323 000
Autres	7	559 238 100	328 596 000	259 000	328 855 000	324 133 000	446 222 000
	8	995 138 700	740 863 000	15 260 000	756 123 000	751 401 000	908 813 000
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	677 340 100	687 920 000	22 064 000	709 984 000	709 984 000	700 072 000
Sécurité incendie	10	355 798 800	342 193 000	13 572 000	355 765 000	355 765 000	353 793 000
Sécurité civile	11	1 473 000	1 481 000	52 000	1 533 000	1 533 000	2 773 000
Autres	12	16 076 500	15 812 000		15 812 000	15 018 000	15 260 000
	13	1 050 688 400	1 047 406 000	35 688 000	1 083 094 000	1 082 300 000	1 071 898 000
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	130 060 700	126 619 000	196 400 000	323 019 000	323 019 000	315 316 000
Enlèvement de la neige	15	153 263 600	138 265 000	6 959 000	145 224 000	145 224 000	198 795 000
Éclairage des rues	16	36 051 600	35 991 000	14 581 000	50 572 000	50 572 000	47 329 000
Circulation et stationnement	17	44 684 500	43 878 000	1 793 000	45 671 000	115 964 000	110 158 000
Transport collectif							
Transport en commun	18	455 900 000	438 163 000		438 163 000	1 173 436 000	1 345 814 000
Transport aérien	19						
Transport par eau	20	80 300	44 000		44 000	44 000	60 000
Autres	21	15 624 300	22 709 000	98 000	22 807 000	6 830 000	77 692 000
	22	835 665 000	805 669 000	219 831 000	1 025 500 000	1 815 089 000	2 095 164 000

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	57 407 900	53 340 000	19 809 000	73 149 000	73 149 000	68 450 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	83 629 300	81 593 000	47 081 000	128 674 000	128 674 000	122 072 000
Traitement des eaux usées	25	61 032 500	58 921 000	69 883 000	128 804 000	128 804 000	130 162 000
Réseaux d'égout	26	50 594 500	36 914 000	50 487 000	87 401 000	87 401 000	84 595 000
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	54 581 600	54 072 000	2 425 000	56 497 000	58 414 000	66 805 000
Élimination	28	45 954 700	43 373 000		43 373 000	45 013 000	47 719 000
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	30 328 500	29 611 000	3 557 000	33 168 000	29 611 000	30 351 000
Tri et conditionnement	30	2 146 600	1 439 000		1 439 000	1 439 000	2 413 000
Matières organiques							
Collecte et transport	31	3 471 300	3 091 000		3 091 000	3 273 000	3 335 000
Traitement	32	5 833 000	3 894 000		3 894 000	3 894 000	5 094 000
Matériaux secs	33	13 822 400	12 607 000		12 607 000	12 607 000	18 183 000
Autres	34	4 454 200	3 657 000	182 000	3 839 000	3 657 000	2 909 000
Plan de gestion	35						
Autres	36	2 685 400	2 525 000		2 525 000	2 525 000	6 114 000
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	12 407 100	11 899 000	735 000	12 634 000	12 634 000	79 575 000
Autres	39	777 800	413 000		413 000	(298 000)	(1 383 000)
	40	429 126 800	397 349 000	194 159 000	591 508 000	590 797 000	666 394 000
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	38 173 000	36 827 000	754 000	37 581 000	79 732 000	91 985 000
Sécurité du revenu	42	28 427 400	26 291 000		26 291 000	26 291 000	28 289 000
Autres	43	28 542 500	28 202 000		28 202 000	28 202 000	26 373 000
	44	95 142 900	91 320 000	754 000	92 074 000	134 225 000	146 647 000
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	56 909 100	53 841 000	394 000	54 235 000	55 841 000	55 411 000
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	4 975 700	2 806 000		2 806 000	2 806 000	3 980 000
Autres biens	47	40 792 900	26 923 000	224 000	27 147 000	27 147 000	33 635 000
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	103 173 300	98 710 000	298 000	99 008 000	99 008 000	99 556 000
Tourisme	49	1 700 000	1 269 000		1 269 000	1 269 000	1 045 000
Autres	50	112 600	199 000		199 000	199 000	242 000
Autres	51	5 922 700	(284 000)	29 597 000	29 313 000	27 991 000	24 432 000
	52	213 586 300	183 464 000	30 513 000	213 977 000	214 261 000	218 301 000

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	61 476 100	63 340 000	11 831 000	75 171 000	75 171 000	63 392 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 681 200	34 318 000	4 538 000	38 856 000	38 856 000	38 749 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	37 203 100	36 642 000	4 120 000	40 762 000	40 762 000	37 200 000
Parcs et terrains de jeux	56	140 345 100	146 173 000	58 817 000	204 990 000	204 990 000	198 576 000
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	240 000	229 000		229 000	229 000	289 000
Autres	59	13 221 100	16 735 000	821 000	17 556 000	54 183 000	49 045 000
	60	288 166 600	297 437 000	80 127 000	377 564 000	414 191 000	387 251 000
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	15 616 700	16 236 000	950 000	17 186 000	17 186 000	17 536 000
Bibliothèques	62	83 634 500	81 869 000	2 881 000	84 750 000	84 750 000	82 244 000
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	67 537 100	65 853 000	2 734 000	68 587 000	68 587 000	79 356 000
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	32 447 100	38 204 000	8 327 000	46 531 000	35 234 000	35 264 000
	66	199 235 400	202 162 000	14 892 000	217 054 000	205 757 000	214 400 000
	67	487 402 000	499 599 000	95 019 000	594 618 000	619 948 000	601 651 000
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
	68						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	376 836 200	368 558 000		368 558 000	464 231 000	450 992 000
Autres frais	70	9 375 100	7 503 000		7 503 000	(3 630 000)	86 000
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	1 414 500	528 000		528 000	6 040 000	4 074 000
	73	387 625 800	376 589 000		376 589 000	466 641 000	455 152 000
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	74	576 775 800	591 224 000	( 591 224 000 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	G=Global	
	<b>PAGE</b>	
<hr/>		
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>		
<b>Autres renseignements non audités</b>		
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	S36-G	28
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	S36-G	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	S37-G	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	S39-G	30
Analyse de la rémunération non consolidée	S43-G	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés	S43-G	31
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	S44-G	32
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-G	33
Questionnaire	S52-G	34
Membres du conseil et fonctionnaires	S54-G	35
Autres renseignements sur l'organisme municipal	S55-G	36
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S57-G	37
<hr/>		
<b>COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES</b>		38
<hr/>		
<b>COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES</b>		65
<hr/>		

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013	
<b>IMMOBILISATIONS</b>					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1	131 797 000	116 961 000	116 961 000	56 008 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	62 424 000	18 922 000	18 922 000	46 459 000
Usines et bassins d'épuration	3	79 085 000	12 017 000	12 017 000	8 208 000
Conduites d'égout	4	87 530 000	98 997 000	98 997 000	53 967 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		17 624 000	17 624 000	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	268 967 000	174 147 000	174 147 000	150 481 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	32 304 000	7 208 000	7 208 000	15 140 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	63 719 000	10 179 000	10 179 000	6 284 000
Aires de stationnement	9	2 552 000	2 310 000	2 310 000	2 330 000
Parcs et terrains de jeux	10	162 052 000	83 170 000	83 562 000	66 220 000
Autres infrastructures	11	10 103 000	28 773 000	223 755 000	205 934 000
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	64 666 000	32 633 000	60 707 000	163 920 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	132 817 000	122 805 000	122 805 000	110 435 000
Améliorations locatives	15		4 076 000	4 072 000	5 828 000
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16			15 778 000	49 928 000
Autres	17	25 482 000	25 267 000	25 968 000	36 746 000
Ameublement et équipement de bureau	18	76 222 000	53 416 000	88 658 000	88 737 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	9 059 000	24 971 000	29 445 000	32 501 000
Terrains	20	7 591 000	8 875 000	9 421 000	26 968 000
Autres	21	16 130 000			1 944 000
	22	1 232 500 000	842 351 000	1 122 536 000	1 128 038 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		47 659 000	47 659 000	21 689 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		18 922 000	18 922 000	46 459 000
Usines et bassins d'épuration	25		12 017 000	12 017 000	8 208 000
Conduites d'égout	26		27 394 000	27 394 000	16 621 000
Autres infrastructures	27		265 453 000	460 827 000	354 249 000
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	28		69 302 000	69 302 000	34 319 000
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31		71 603 000	71 603 000	37 346 000
Autres infrastructures	32		57 958 000	57 958 000	92 140 000
Autres immobilisations	33		272 043 000	356 854 000	517 007 000
	34		842 351 000	1 122 536 000	1 128 038 000

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	9 077 561 000	908 775 000	585 475 000	9 400 861 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2	320 000	8 000		328 000
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	1 062 000		473 000	589 000
Autres	6	169 400 000		19 598 000	149 802 000
	7	9 248 343 000	908 783 000	605 546 000	9 551 580 000
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11	1 895 504 000	469 998 000	418 055 000	1 947 447 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	3 305 879 000	445 966 000	297 501 000	3 454 344 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	1 708 447 000	308 104 000	180 582 000	1 835 969 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	6 909 830 000	1 224 068 000	896 138 000	7 237 760 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 995 170 000	146 819 000	179 991 000	1 961 998 000
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	1 995 170 000	146 819 000	179 991 000	1 961 998 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	1 995 170 000	146 819 000	179 991 000	1 961 998 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24	343 343 000	29 105 000	20 626 000	351 822 000
	25	2 338 513 000	175 924 000	200 617 000	2 313 820 000
	26	9 248 343 000	1 399 992 000	1 096 755 000	9 551 580 000
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )			( )
	28	9 248 343 000	1 399 992 000	1 096 755 000	9 551 580 000

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	3 765 100	3 700 000	4 530 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	467 100	746 000	746 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	758 900	459 000	459 000
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	16 806 700	16 516 000	17 241 000
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	3 592 100	3 531 000	3 155 000
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	4 610 100	4 530 000	4 543 000
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	30 000 000	29 482 000	29 469 000

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	2 042,80	45,50	220 082 000	115 969 000	336 051 000
Professionnels	2	1 939,10	35,00	168 327 000	61 335 000	229 662 000
Cols blancs	3	5 968,60	35,00	350 875 000	171 800 000	522 675 000
Cols bleus	4	4 756,40	36,00	286 372 000	132 207 000	418 579 000
Policiers	5	4 270,70	35,00	417 001 000	192 269 000	609 270 000
Pompiers	6	2 430,00	42,00	216 558 000	86 155 000	302 713 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	21 407,60		1 659 215 000	759 735 000	2 418 950 000
Élus	9	103,00		10 169 000	3 976 000	14 145 000
	10	21 510,60		1 669 384 000	763 711 000	2 433 095 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	7 212 000			7 212 000
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	166 000	5 372 000	6 594 000	12 132 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	80 000	30 221 000	61 784 000	92 085 000
Traitement des eaux usées	14	22 146 000	722 000	710 000	23 578 000
Réseaux d'égout	15	1 847 000	29 859 000	36 244 000	67 950 000
Autres	16	220 349 000	31 420 000	19 059 000	270 828 000
	17	251 800 000	97 594 000	124 391 000	473 785 000

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Administration générale</b>												
Application de la loi	1	60 974 000	27	2 472 000	53	63 446 000	79	45 000	105	63 401 000	131	2 560 000
Évaluation	2	16 749 000	28	1 595 000	54	18 344 000	80	2 340 000	106	16 004 000	132	11 000
Autres	3	663 140 000	29	11 193 000	55	674 333 000	81	14 390 000	107	659 943 000	133	25 270 000
	4	740 863 000	30	15 260 000	56	756 123 000	82	16 775 000	108	739 348 000	134	27 841 000
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5	687 920 000	31	22 064 000	57	709 984 000	83	37 511 000	109	672 473 000	135	10 442 000
Sécurité incendie	6	342 193 000	32	13 572 000	58	355 765 000	84	290 000	110	355 475 000	136	29 828 000
Sécurité civile	7	1 481 000	33	52 000	59	1 533 000	85	4 000	111	1 529 000	137	
Autres	8	15 812 000	34		60	15 812 000	86	171 000	112	15 641 000	138	797 000
	9	1 047 406 000	35	35 688 000	61	1 083 094 000	87	37 976 000	113	1 045 118 000	139	41 067 000
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	126 619 000	36	196 400 000	62	323 019 000	88	4 358 000	114	318 661 000	140	96 737 000
Enlèvement de la neige	11	138 265 000	37	6 959 000	63	145 224 000	89	926 000	115	144 298 000	141	7 575 000
Autres	12	79 869 000	38	16 374 000	64	96 243 000	90	61 945 000	116	34 298 000	142	12 160 000
Transport collectif	13	438 207 000	39		65	438 207 000	91	14 000	117	438 193 000	143	12 063 000
Autres	14	22 709 000	40	98 000	66	22 807 000	92	6 098 000	118	16 709 000	144	
	15	805 669 000	41	219 831 000	67	1 025 500 000	93	73 341 000	119	952 159 000	145	128 535 000
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	53 340 000	42	19 809 000	68	73 149 000	94	208 000	120	72 941 000	146	10 244 000
Traitement des eaux usées	17	81 593 000	43	47 081 000	69	128 674 000	95	639 000	121	128 035 000	147	22 673 000
Réseaux d'égout	18	58 921 000	44	69 883 000	70	128 804 000	96	4 578 000	122	124 226 000	148	37 141 000
	19	36 914 000	45	50 487 000	71	87 401 000	97	333 000	123	87 068 000	149	23 916 000
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	97 445 000	46	2 425 000	72	99 870 000	98	163 000	124	99 707 000	150	1 944 000
Matières recyclables	21	54 299 000	47	3 739 000	73	58 038 000	99	9 000	125	58 029 000	151	1 683 000
Autres	22	2 525 000	48		74	2 525 000	100	816 000	126	1 709 000	152	348 000
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	11 899 000	50	735 000	76	12 634 000	102	70 000	128	12 564 000	154	
Autres	25	413 000	51		77	413 000	103	6 000	129	407 000	155	86 000
	26	397 349 000	52	194 159 000	78	591 508 000	104	6 822 000	130	584 686 000	156	98 035 000

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	36 827 000	172	754 000	187	37 581 000	202	355 000	217	37 226 000	232	357 000
Sécurité du revenu	158	26 291 000	173		188	26 291 000	203	26 141 000	218	150 000	233	6 545 000
Autres	159	28 202 000	174		189	28 202 000	204	4 347 000	219	23 855 000	234	
	160	91 320 000	175	754 000	190	92 074 000	205	30 843 000	220	61 231 000	235	6 902 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	53 841 000	176	394 000	191	54 235 000	206	25 730 000	221	28 505 000	236	3 060 000
Rénovation urbaine	162	29 729 000	177	224 000	192	29 953 000	207	478 000	222	29 475 000	237	1 014 000
Promotion et développement économique	163	100 178 000	178	298 000	193	100 476 000	208	759 000	223	99 717 000	238	1 138 000
Autres	164	(284 000)	179	29 597 000	194	29 313 000	209	63 114 000	224	(33 801 000)	239	14 006 000
	165	183 464 000	180	30 513 000	195	213 977 000	210	90 081 000	225	123 896 000	240	19 218 000
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	297 437 000	181	80 127 000	196	377 564 000	211	15 897 000	226	361 667 000	241	43 599 000
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	81 869 000	182	2 881 000	197	84 750 000	212	415 000	227	84 335 000	242	3 153 000
Autres	168	120 293 000	183	12 011 000	198	132 304 000	213	20 274 000	228	112 030 000	243	8 239 000
	169	499 599 000	184	95 019 000	199	594 618 000	214	36 586 000	229	558 032 000	244	54 991 000
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	3 765 670 000	186	591 224 000	201	4 356 894 000	216	292 424 000	231	4 064 470 000	246	376 589 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	38 976 000	102 912 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(65 720 000)	(774 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	(26 744 000)	102 138 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	213 940 000	(47 942 000)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(36 427 000)	(80 720 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	177 513 000	(128 662 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	150 769 000	(26 524 000)
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	214 059 000	215 516 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	64 000	1 202 000
Solde redressé au début de l'exercice	15	214 123 000	216 718 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(36 652 000)	(64 795 000)
Activités d'investissement	17	(21 073 000)	(18 584 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	36 427 000	80 720 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(21 298 000)	(2 659 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	192 825 000	214 059 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	301 887 000	273 406 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	155 000	(429 000)
Solde redressé au début de l'exercice	25	302 042 000	272 977 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	72 191 000	76 170 000
Activités d'investissement	27	(54 519 000)	(47 260 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	17 672 000	28 910 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	319 714 000	301 887 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 956 299 000 )	( 973 859 000 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 956 299 000 )	( 973 859 000 )
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( 5 652 000 )	( )
Autres	37	( )	( 713 000 )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( 5 652 000 )	( 713 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( )	( )
Autre financement	46	( )	( )
	47	( 5 652 000 )	( 713 000 )
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	(20 566 000)	(21 185 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	31 784 000	39 458 000
	50	11 218 000	18 273 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 939 429 000 )	( 956 299 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(235 785 000)	(354 579 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(235 785 000)	(354 579 000)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	142 741 000	118 794 000
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59	142 741 000	118 794 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(93 044 000)	(235 785 000)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	4 500 037 000	4 568 754 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		
Solde redressé au début de l'exercice	63	4 500 037 000	4 568 754 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		(19 995 000)
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	(20 886 000)	(48 722 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	4 479 151 000	4 500 037 000



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	7 _____		8 <input checked="" type="checkbox"/>
4. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>

## ADMINISTRATION MUNICIPALE

---

### MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE Coderre, Denis

### CONSEILLERS

Barbe, Manon	Beis, Dimitrios Jim
Benjamin, Frantz	Bergeron, Richard
Bissonnet, Michel	Boivin Roy, Karine
Caldwell, Éric Alan	Celzi, Richard
Chitilian, Harout	Cinq-Mars, Marie
Clément-Talbot, Catherine	Cloutier, Jean-François
Copeman, Russell	Croteau, François W.
Dauphin, Claude	Décarie, Suzanne
Deguire Gilles	Deros, Mary
Deschamps, Richard	DeSousa, Alan
Desrochers, Pierre	Dorais, Benoit
Downey, Sterling	Duchesne, Érika
Ferrandez, Luc	Gadoury, Marc-André
Gagnier, Pierre	Gauthier, Manon
Gibeau, Jean-Marc	Guay, Richard
Hénault, Andrée	Lavigne Lalonde, Laurence
Lavoie, Guillaume	Lefebvre, Elsie
Limoges, François	Mainville, Louise
Marcinacci Normand	McIntyre, Justine
McQueen, Peter	Ménard, Réal
Miele, Francesco	Miranda, Luis
Moschella, Domenico	Norris, Alex
Ouellet, Sylvain	Pagé, Lorraine
Parenteau, Jean-François	Perez, Lionel
Perri, Dominic	Plante, Valérie
Popeanu, Magda	Rapanà, Giovanni
Rossi, Chantal	Rotrand, Marvin
Rouleau, Chantal	Ryan, Richard
Salem, Aref	Samson, Anie
Sauvé, Craig	Searle, Jeremy
Shanahan, Steve	Sigouin, Anne-Marie
Thuillier, Émilie	Vallée, Monique

---

### FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Marcoux, Alain

GREFFIER Saindon, Yves

TRÉSORIER OU  
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Courchesne, Yves

---

**MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

PRÉSIDENT Coderre, Denis

AUTRES MEMBRES

<u>Noms</u>	<u>Titres</u>
Barbe, Manon	Mairesse d'arrondissement LaSalle
Beis, Dimitrios (Jim)	Maire d'arrondissement Pierrefonds-Roxboro
Bourelle, Georges Caldwell, Éric Alan	Maire de Beaconsfield Conseiller de la ville Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
Chitilian, Harout Coperman, Russel	Conseiller de la ville, Ahuntsic-Cartier Maire d'arrondissement, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Coutu, Robert Dauphin, Claude Deguire, Gilles DeSousa, Alan Desrochers, Pierre D. Dorais, Benoit Hawa, Paola L. Gibson, Michel Guest, Jane Housefather, Anthony Janiszewski, Edward Masella, Beny Perez, Lionel	Maire de Montréal-Est Maire d'arrondissement, Lachine Maire d'arrondissement, Montréal-Nord Maire d'arrondissement, Saint-Laurent Conseiller de la ville, Ahuntsic-Cartier Maire d'arrondissement, Sud-Ouest Mairesse de Sainte-Anne-de-Bellevue Maire de Kirkland Mairesse du village de Senneville Maire de Côte-Saint-Luc Maire de Dollard-des-Ormeaux Maire de Montréal-Ouest Conseiller de la ville Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
Rouleau, Chantal	Mairesse d'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
Rouleau, Edgar Roy, Philippe Salem Aref Samson, Anie	Maire de la Cité de Dorval Maire de Ville Mont-Royal Conseiller de la ville, Saint-Laurent Mairesse d'arrondissement Villeray-Saint-Michel-Parc-Extention
Steinberg, William Trent, Peter F. Trudeau, Morris Tutino, Maria Vallée, Monique	Maire de la ville d'Hampstead Maire de la ville de Westmount Maire de la ville de Pointe-Claire Mairesse de la ville de Baie d'Urfé Conseillère de la ville, LaSalle

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 155, rue Notre-Dame Est, B. 326  
(no) (rue)

Montréal H2Y 1B6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 872-3158  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 872-8647  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel raoulcyr@ville.montreal.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Yves Courchesne

Téléphone (514) 872-6630  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 872-3145  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel yves.courchesne@ville.montreal.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre CPA Auditeur, CA

Adresse 1, Place Ville-Marie, B 3000  
(no) (rue)

Montréal H3B 4T9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 393-7177  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 390-4111  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mgranger@deloitte.ca

Responsable du dossier Martin Granger

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom Jacques Bergeron

Titre Vérificateur général de Montréal

Adresse 1550, rue Metcalfe, B. 1201  
(no) (rue)

Montréal H3A 3P1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 872-2209  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 872-6590  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.bergeron@bvgmtl.ca

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-04-27 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18-G ligne 22 est de 606 309 000 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34-L ligne 6 est de 1,0202 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-04-17 13:23:59

Date de transmission au Ministère : 2015/04/30

**RAPPORT FINANCIER 2014**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES****Section I - Renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S4-A
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-A - S23-A
Renseignements non consolidés non audités	S26-A - S28-A

**Section II - Autres renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S30-A
Taux global de taxation réel audité	S31-A - S34-A
Autres renseignements non consolidés non audités	S37-A - S54-A

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations  
(chapitre E-20.001)

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

# COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

## TABLE DES MATIÈRES

A=Agglomération  
**PAGE**

### Section I

#### Renseignements financiers non consolidés audités

##### Renseignements complémentaires non consolidés

Résultats détaillés

S14-A 41

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales

S15-A 42

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales

S16-A 43

Charges par objets

S17-A 44

##### Autres renseignements complémentaires non consolidés

Excédent (déficit) accumulé non consolidé

S23-A 45

#### Renseignements non consolidés non audités

Analyse des revenus non consolidés

S27-A 47

Analyse des charges non consolidées

S28-A 48

### Section II

Autres renseignements financiers non consolidés - Table des matières

S30-A 50

## **Section I - Renseignements financiers non consolidés**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>				
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	44 390 300	45 662 000	44 325 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 171 013 300	2 164 776 000	2 147 738 000
Transferts	4	105 233 600	82 176 000	153 730 000
Services rendus	5	58 564 400	55 488 000	56 790 000
Imposition de droits	6	1 943 100	1 856 000	1 878 000
Amendes et pénalités	7	87 844 000	85 704 000	89 312 000
Intérêts	8	34 280 600	36 536 000	37 985 000
Autres revenus	9	23 706 400	23 426 000	20 561 000
	10	2 526 975 700	2 495 624 000	2 552 319 000
<b>Investissement</b>				
Taxes	11			
Quotes-parts	12			
Transferts	13	169 544 000	68 180 000	37 925 000
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	14		4 000	7 000
Autres	15	1 679 000	1 476 000	942 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16			
	17	171 223 000	69 660 000	38 874 000
	18	2 698 198 700	2 565 284 000	2 591 193 000
<b>Charges</b>				
Administration générale	19	445 404 800	335 162 000	391 829 000
Sécurité publique	20	1 034 553 000	1 030 887 000	1 020 752 000
Transport	21	467 920 000	452 013 000	472 996 000
Hygiène du milieu	22	233 718 500	215 307 000	222 397 000
Santé et bien-être	23	34 896 600	34 488 000	32 940 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	60 275 400	49 256 000	50 218 000
Loisirs et culture	25	84 256 400	80 131 000	72 628 000
Réseau d'électricité	26			
Frais de financement	27	130 729 700	126 056 000	129 932 000
	28	2 491 754 400	2 323 300 000	2 393 692 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	29	206 444 300	241 984 000	197 501 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	206 444 300	241 984 000	197 501 000
Moins: revenus d'investissement	2 (	171 223 000 ) (	69 660 000 ) (	38 874 000 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	35 221 300	172 324 000	158 627 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	157 587 500 ) (	155 011 000 ) (	155 169 000 )
	18	(157 587 500)	(155 011 000)	(155 169 000)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	16 246 000 ) (	13 186 000 ) (	23 517 000 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	15 000 200	10 149 000	38 000
Réserves financières et fonds réservés	22	3 688 000	(10 261 000)	(44 315 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	119 924 000	44 051 000	55 286 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			633 000
	25	122 366 200	30 753 000	(11 875 000)
	26	(35 221 300)	(124 258 000)	(167 044 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		48 066 000	(8 417 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS\***  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	<b>171 223 000</b>	<b>69 660 000</b>	<b>38 874 000</b>
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	22 482 000 )	( 13 756 000 )	( 18 180 000 )
Sécurité publique	3 (	51 329 000 )	( 47 867 000 )	( 53 852 000 )
Transport	4 (	100 884 000 )	( 27 794 000 )	( 25 747 000 )
Hygiène du milieu	5 (	285 838 000 )	( 129 799 000 )	( 105 502 000 )
Santé et bien-être	6 (	)	( 56 000 )	( 654 000 )
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	15 893 000 )	( 13 464 000 )	( 1 359 000 )
Loisirs et culture	8 (	116 014 000 )	( 36 179 000 )	( 31 832 000 )
Réseau d'électricité	9 (	)	( )	( )
	10 (	592 440 000 )	( 268 915 000 )	( 237 126 000 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	)	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	)	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	304 200 000	149 065 000	94 628 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	16 246 000	13 186 000	23 517 000
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			(62 000)
Réserves financières et fonds réservés	17	100 771 000	36 861 000	39 147 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			16 600 000	63 867 000
	18	117 017 000	66 647 000	126 469 000
	19	<b>(171 223 000)</b>	<b>(53 203 000)</b>	<b>(16 029 000)</b>
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		<b>16 457 000</b>	<b>22 845 000</b>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	862 616 900	848 075 000	831 866 000
<b>Charges sociales</b>	2	464 320 800	410 909 000	446 707 000
<b>Biens et services</b>	3	270 235 100	246 561 000	260 203 000
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	95 640 100	88 668 000	87 264 000
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	34 985 100	37 377 000	42 412 000
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	104 500	11 000	256 000
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	4 377 000	4 302 000	4 321 000
Autres	10	422 456 300	409 183 000	433 378 000
Autres organismes	11	104 014 700	103 207 000	94 376 000
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12			
<b>Autres</b>				
- Autres	13	233 003 900	175 007 000	192 909 000
-	14			
-	15			
	16	2 491 754 400	2 323 300 000	2 393 692 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 48 066 000	10 176 000
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 160 183 000	181 238 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 339 527 000 )	( 383 607 000 )
Financement des investissements en cours	4 (98 456 000)	(114 913 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7	

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté		
-	8	
-	9	
- Exc aff.-Projets spécifiques	10 880 000	855 000
- Excaff. - Autres fins	11 64 000	63 000
-	12	
-	13	
-	14	
	15 944 000	918 000
<b>Réserves financières</b>		
- Gestion de la voirie	16 7 887 000	10 597 000
- Gestion de l'eau	17 146 601 000	169 723 000
- Immobilisations	18 4 751 000	
-	19	
-	20	
	21 159 239 000	180 320 000
<b>Fonds réservés</b>		
Fonds de roulement	22	
Fonds parcs et terrains de jeux	23	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	24	
Société québécoise d'assainissement des eaux	25	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	26	
Financement des activités de fonctionnement	27	
Autres		
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
	33 160 183 000	181 238 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 ( 7 645 000 )	( 10 490 000 )
Intérêts sur la dette à long terme	35 ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 ( (59 433 000) )	( (79 245 000) )
Régimes non capitalisés	37 ( 9 914 000 )	( 9 914 000 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 ( )	( )
Autres	39 ( (322 747 000) )	( (358 345 000) )
Régimes non capitalisés	40 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	42 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	43 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ( )	( )
Autres		
-	45 ( )	( )
-	46 ( )	( )
	47 ( (364 621 000) )	( (417 186 000) )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	48 ( )	( )
Autre financement	49 ( 25 094 000 )	( 33 579 000 )
	50 ( (339 527 000) )	( (383 607 000) )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	51 188 525 000	165 449 000
Investissements à financer	52 ( 286 981 000 )	( 280 362 000 )
	53 (98 456 000)	(114 913 000)

---

# RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1			
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9			
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Autres (immatriculation)	14	33 650 000	34 098 000	33 606 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 740 300	11 564 000	10 719 000
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	44 390 300	45 662 000	44 325 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	44 390 300	45 662 000	44 325 000
	26	44 390 300	45 662 000	44 325 000



**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>			
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40		
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51		

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	4 950 000	544 000	4 290 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53	8 775 600	8 420 000	11 977 000
Sécurité incendie	54	8 287 600	8 472 000	8 364 000
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 377 000	1 978 000	150 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			7 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	7 720 000	7 133 000	10 163 000
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			11 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68		5 000	5 000
Traitement des eaux usées	69	22 680 800	21 737 000	23 767 000
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		325 000	346 000
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	9 000 000	8 870 000	9 110 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	7 553 500	2 813 000	6 223 000
Promotion et développement économique	84	25 826 400	21 313 000	25 211 000
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	60 000	426 000	148 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88	70 000	140 000	
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	96 300 900	82 176 000	99 772 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	13 450 000	7 982 000	1 333 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	12 691 000	11 966 000	17 984 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	35 134 000	27 808 000	9 919 000
Traitement des eaux usées	108	57 818 000	1 432 000	2 687 000
Réseaux d'égout	109	33 301 000	15 927 000	4 701 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117	160 000		
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			53 000
Rénovation urbaine	122		1 273 000	
Promotion et développement économique	123	190 000		
Autres	124			67 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	16 800 000	1 792 000	1 181 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	169 544 000	68 180 000	37 925 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	8 932 700		53 958 000
	138	8 932 700		53 958 000
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	274 777 600	150 356 000	191 655 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	226 200	177 000	209 000
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	226 200	177 000	209 000
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	226 200	177 000	209 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	1 785 600	2 804 000	783 000
Sécurité publique	183	41 676 400	38 107 000	42 507 000
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	1 920 500	2 633 000	765 000
Hygiène du milieu	190	5 079 400	4 892 000	5 465 000
Santé et bien-être	191	4 800 000	4 455 000	4 685 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	225 500	125 000	22 000
Loisirs et culture	193	2 850 800	2 295 000	2 354 000
Réseau d'électricité	194			
	195	58 338 200	55 311 000	56 581 000
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	58 564 400	55 488 000	56 790 000
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	1 943 100	1 856 000	1 878 000
Droits de mutation immobilière	198			
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	1 943 100	1 856 000	1 878 000
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	87 844 000	85 704 000	89 312 000
<b>INTÉRÊTS</b>	203	34 280 600	36 536 000	37 985 000
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		371 000	327 000
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		4 000	7 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	21 300 000	19 897 000	19 339 000
Autres contributions	210			
Autres	211	4 085 400	4 634 000	1 837 000
	212	25 385 400	24 906 000	21 510 000

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>				
Conseil	1	1 092 600	816 000	1 443 000
Application de la loi	2	48 020 600	46 935 000	46 017 000
Gestion financière et administrative	3	2 595 000	2 355 000	493 000
Greffe	4			149 000
Évaluation	5	17 806 400	16 749 000	17 692 000
Gestion du personnel	6	8 084 100	3 603 000	2 372 000
Autres	7	367 806 100	264 704 000	323 663 000
	8	445 404 800	335 162 000	391 829 000
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>				
Police	9	668 832 000	678 831 000	670 849 000
Sécurité incendie	10	355 798 800	342 193 000	340 389 000
Sécurité civile	11	1 303 400	1 312 000	1 018 000
Autres	12	8 618 800	8 551 000	8 496 000
	13	1 034 553 000	1 030 887 000	1 020 752 000
<b>TRANSPORT</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	1 485 500	1 994 000	1 920 000
Enlèvement de la neige	15			
Éclairage des rues	16	63 200	63 000	100 000
Circulation et stationnement	17			
Transport collectif				
Transport en commun	18	455 900 000	438 163 000	461 896 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21	10 471 300	11 793 000	9 080 000
	22	467 920 000	452 013 000	472 996 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	57 388 800	53 259 000	50 022 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	25 258 700	22 557 000	20 058 000
Traitement des eaux usées	25	61 032 500	58 920 000	61 782 000
Réseaux d'égout	26	14 350 800	11 247 000	9 834 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28	45 506 800	42 952 000	45 939 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30	2 146 600	1 439 000	2 413 000
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32	5 825 500	3 886 000	5 073 000
Matériaux secs	33	12 335 400	11 984 000	15 104 000
Autres	34	1 613 500	1 159 000	1 406 000
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	8 259 900	7 904 000	6 449 000
Autres	39			4 317 000
	40	233 718 500	215 307 000	222 397 000
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>				
Logement social	41	20 452 300	19 428 000	18 368 000
Sécurité du revenu	42			
Autres	43	14 444 300	15 060 000	14 572 000
	44	34 896 600	34 488 000	32 940 000
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	5 606 600	4 511 000	2 001 000
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	4 161 500	2 230 000	3 105 000
Autres biens	47	5 989 100	4 523 000	4 743 000
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	42 682 400	36 743 000	39 369 000
Tourisme	49	1 650 000	1 249 000	1 000 000
Autres	50			
Autres	51	185 800		
	52	60 275 400	49 256 000	50 218 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.



**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	162 800	173 000	143 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 333 900	1 279 000	793 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	68 000	72 000	60 000
Parcs et terrains de jeux	56	22 065 700	21 266 000	22 821 000
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58			
Autres	59	1 964 800	4 889 000	1 048 000
	60	25 595 200	27 679 000	24 865 000
Activités culturelles				
Centres communautaires	61			
Bibliothèques	62	7 705 900	8 271 000	8 188 000
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	37 226 400	30 281 000	26 423 000
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	13 728 900	13 900 000	13 152 000
	66	58 661 200	52 452 000	47 763 000
	67	84 256 400	80 131 000	72 628 000
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>				
	68			
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>				
Dette à long terme				
Intérêts	69	127 007 400	122 543 000	125 708 000
Autres frais	70	3 617 800	3 502 000	3 968 000
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71			
Autres	72	104 500	11 000	256 000
	73	130 729 700	126 056 000	129 932 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

## **Section II - Autres renseignements financiers non consolidés**

# COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION NON CONSOLIDÉES

## TABLE DES MATIÈRES

	A=Agglomération	
	<b>PAGE</b>	
<b>Section II</b>		
<b>Taux global de taxation réel audité</b>		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-A	51
Taux global de taxation réel	S32-A	52
<b>Autres renseignements non consolidés non audités</b>		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-A	56
Acquisition d'immobilisations non consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	S36-A	56
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	S40-A	57
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-A	58
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-A	59
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-A	60
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	S48-A	61
Taux des taxes	S50-A	62
Questionnaire	S52-A	64

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT OU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions 1 \_\_\_\_\_

**Ajouter**

Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité  
municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM 2 \_\_\_\_\_

**Déduire**

Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement  
et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente  
de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la  
Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92  
et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales  
(chapitre C-47.1) 3

Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM 4

Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM 5

Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM 6

Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement  
avant l'échéance 7

Dotations de l'exercice à la provision pour contestations  
d'évaluations foncière et locative

Montant relatif aux taxes foncières 8

Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative 9 \_\_\_\_\_ 10 \_\_\_\_\_

**Revenus de taxes** 11 \_\_\_\_\_

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes	1	
<b>Ajouter</b>		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
<b>Total partiel</b>	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	10
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée<sup>1</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier 2014<sup>2</sup> 1 \_\_\_\_\_

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée<sup>1</sup>, au 31 décembre 2014<sup>2</sup> 2 \_\_\_\_\_

Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel  
(ligne 1 + ligne 2) ÷ 2 3 \_\_\_\_\_

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel 4 \_\_\_\_\_

Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel 5 \_\_\_\_\_

**Taux global de taxation réel de 2014** 6   ,     / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1<sup>er</sup> janvier 2014<sup>2</sup> 7 \_\_\_\_\_

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014<sup>2</sup> 8 \_\_\_\_\_

Évaluation non ajustée des immeubles imposables  
(ligne 7 + ligne 8) ÷ 2 9 \_\_\_\_\_

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

# AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	72 057 000	47 739 000	29 549 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	62 424 000	18 922 000	46 459 000
Usines et bassins d'épuration	3	79 085 000	12 017 000	8 208 000
Conduites d'égout	4	53 000 000	26 438 000	11 702 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		17 624 000	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	85 831 000	20 232 000	21 487 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	5 917 000	4 439 000	1 294 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 869 000	465 000	891 000
Aires de stationnement	9		171 000	23 000
Parcs et terrains de jeux	10	97 112 000	41 280 000	19 822 000
Autres infrastructures	11	8 462 000	12 000	207 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	27 817 000	16 869 000	18 412 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 832 000	5 638 000	9 856 000
Améliorations locatives	15		2 830 000	3 490 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	10 707 000	10 511 000	16 036 000
Ameublement et équipement de bureau	18	49 274 000	35 265 000	38 240 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	6 563 000	6 073 000	6 358 000
Terrains	20		2 390 000	4 722 000
Autres	21	6 490 000		370 000
	22	592 440 000	268 915 000	237 126 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		12 352 000	9 203 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		18 922 000	46 459 000
Usines et bassins d'épuration	25		12 017 000	8 208 000
Conduites d'égout	26		42 780 000	2 587 000
Autres infrastructures	27		5 243 000	17 792 000
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		35 387 000	20 346 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		21 196 000	9 115 000
Autres infrastructures	32		41 442 000	25 932 000
Autres immobilisations	33		79 576 000	97 484 000
	34		268 915 000	237 126 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS  
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>Code géographique</b>	<b>Municipalité</b>	<b>Montant</b>
<b>Ensemble des municipalités</b>		
66023	Montréal	1 735 714 000
66112	Baie-D'Urfé	11 122 000
66107	Beaconsfield	19 560 000
66058	Côte-Saint-Luc	27 525 000
66142	Dollard-Des Ormeaux	70 380 000
66087	Dorval	38 837 000
66092	L'Île-Dorval	9 694 000
66062	Hampstead	52 000
66102	Kirkland	29 543 000
66072	Mont-Royal	57 894 000
66007	Montréal-Est	17 309 000
66047	Montréal-Ouest	5 111 000
66097	Pointe-Claire	43 561 000
66127	Senneville	9 645 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	3 379 000
66032	Westmount	49 653 000
1		2 128 979 000
<b>Certaines municipalités</b>		
66023	Montréal	28 490 000
66112	Baie-D'Urfé	158 000
66107	Beaconsfield	621 000
66058	Côte-Saint-Luc	267 000
66142	Dollard-Des Ormeaux	1 206 000
66087	Dorval	517 000
66062	Hampstead	141 000
66092	L'Île-Dorval	1 000
66102	Kirkland	673 000
66072	Mont-Royal	1 632 000
66007	Montréal-Est	239 000
66047	Montréal-Ouest	47 000
66097	Pointe-Claire	778 000
66127	Senneville	259 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	52 000
66032	Westmount	716 000
2		35 797 000
3		2 164 776 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1	27 063 000	24 959 000
<b>Charges sociales</b>	2	8 546 000	7 915 000
<b>Biens et services</b>	3	232 944 000	203 906 000
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5	362 000	346 000
	6	268 915 000	237 126 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	10 176 000	19 367 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(176 000)	(774 000)
Solde redressé au début de l'exercice	3	10 000 000	18 593 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	48 066 000	(8 417 000)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(10 000 000)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	38 066 000	(8 417 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	48 066 000	10 176 000
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	918 000	119 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	175 000	775 000
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 093 000	894 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(10 149 000)	(38 000)
Activités d'investissement	17		62 000
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	10 000 000	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(149 000)	24 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	944 000	918 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	180 320 000	172 398 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	5 519 000	2 754 000
Solde redressé au début de l'exercice	25	185 839 000	175 152 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	10 261 000	44 315 000
Activités d'investissement	27	(36 861 000)	(39 147 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(26 600 000)	5 168 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	159 239 000	180 320 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 383 607 000 )	( 439 035 000 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 383 607 000 )	( 439 035 000 )
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( 1 871 000 )	( 236 000 )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( 1 871 000 )	( 236 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( )	( )
Autre financement	46	( )	( )
	47	( 1 871 000 )	( 236 000 )
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	(54 436 000)	(54 980 000)
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	8 485 000	(212 000)
	50	(45 951 000)	(55 192 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 339 527 000 )	( 383 607 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(114 913 000)	(137 759 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		1 000
Solde redressé au début de l'exercice	54	(114 913 000)	(137 758 000)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	16 457 000	22 845 000
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58		
	59	16 457 000	22 845 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(98 456 000)	(114 913 000)

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>                    </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>                    </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>                    </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>                    </u> 4	<u>                    </u>
	5	<u>                    </u>
Diminution		
	<u>                    </u> 6	<u>                    </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>                    </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$



**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Égout	2	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Eau et égout	3	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ ] [ ] [ ] [ ] , [ ] [ ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

	6	[ ] [ ] , [ ] [ ] [ ] [ ]	%
--	---	---------------------------	---

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2014	3 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	4 _____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	7 _____	\$
b) autres formes d'aide	8 _____	\$
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	11 _____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	\$
5. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>

**RAPPORT FINANCIER 2014**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES****Section I - Renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S4-L
Renseignements financiers non consolidés audités	S13-L - S23-L
Renseignements non consolidés non audités	S26-L - S28-L

**Section II - Autres renseignements financiers non consolidés**

Table des matières	S30-L
Taux global de taxation réel audité	S31-L - S34-L
Autres renseignements non consolidés non audités	S37-L - S54-L

Selon la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001)

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

# COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

## TABLE DES MATIÈRES

	L=Locale	
		<b>PAGE</b>
<b>Section I</b>		
<b>Renseignements financiers non consolidés audités</b>		
Renseignements complémentaires non consolidés		
Résultats détaillés	S14-L	68
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	S15-L	69
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	S16-L	70
Charges par objets	S17-L	71
Autres renseignements complémentaires non consolidés		
Excédent (déficit) accumulé non consolidé	S23-L	72
<b>Renseignements non consolidés non audités</b>		
Analyse des revenus non consolidés	S27-L	74
Analyse des charges non consolidées	S28-L	75
<b>Section II</b>		
Autres renseignements financiers non consolidés - Table des matières	S30-L	77

## **Section I - Renseignements financiers non consolidés**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>				
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	3 007 026 700	3 015 782 000	2 928 839 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	251 308 400	250 957 000	238 412 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	159 963 100	169 624 000	204 598 000
Services rendus	5	263 018 700	261 123 000	280 292 000
Imposition de droits	6	150 382 700	185 365 000	155 731 000
Amendes et pénalités	7	100 377 500	92 664 000	106 453 000
Intérêts	8	78 930 200	86 265 000	80 817 000
Autres revenus	9	48 360 800	43 723 000	46 014 000
	10	4 059 368 100	4 105 503 000	4 041 156 000
<b>Investissement</b>				
Taxes	11			
Quotes-parts	12			
Transferts	13	95 339 000	153 805 000	65 583 000
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	14	3 000 000	8 241 000	27 720 000
Autres	15	2 203 000	1 652 000	5 948 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16			
	17	100 542 000	163 698 000	99 251 000
	18	4 159 910 100	4 269 201 000	4 140 407 000
<b>Charges</b>				
Administration générale	19	837 758 700	697 175 000	796 703 000
Sécurité publique	20	818 536 900	819 130 000	770 737 000
Transport	21	738 287 900	724 485 000	767 124 000
Hygiène du milieu	22	434 218 000	415 935 000	529 266 000
Santé et bien-être	23	63 383 800	59 969 000	61 450 000
Aménagement, urbanisme et développement	24	176 465 600	157 354 000	172 627 000
Loisirs et culture	25	466 424 500	482 769 000	481 432 000
Réseau d'électricité	26			
Frais de financement	27	256 896 100	250 533 000	236 568 000
	28	3 791 971 500	3 607 350 000	3 815 907 000
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	29	367 938 600	661 851 000	324 500 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	367 938 600	661 851 000	324 500 000
Moins: revenus d'investissement	2 (	100 542 000 ) (	163 698 000 ) (	99 251 000 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	267 396 600	498 153 000	225 249 000
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		2 879 000	2 860 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		2 879 000	2 860 000
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	243 426 900 ) (	230 293 000 ) (	221 347 000 )
	18	(243 426 900)	(230 293 000)	(221 347 000)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	18 102 000 ) (	8 517 000 ) (	25 705 000 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	11 158 300	26 503 000	64 757 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(20 522 000)	(61 930 000)	(31 855 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	3 496 000	(60 921 000)	(72 846 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			19 362 000
	25	(23 969 700)	(104 865 000)	(46 287 000)
	26	(267 396 600)	(332 279 000)	(264 774 000)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		165 874 000	(39 525 000)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS\***  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	<b>100 542 000</b>	<b>163 698 000</b>	<b>99 251 000</b>
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2	( 40 014 000 )	( 15 265 000 )	( 23 124 000 )
Sécurité publique	3	( 211 000 )	( 1 913 000 )	( 1 157 000 )
Transport	4	( 259 314 000 )	( 209 233 000 )	( 197 142 000 )
Hygiène du milieu	5	( 102 264 000 )	( 144 293 000 )	( 71 962 000 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 59 612 000 )	( 33 967 000 )	( 36 015 000 )
Loisirs et culture	8	( 178 645 000 )	( 168 765 000 )	( 164 287 000 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )
	10	<b>( 640 060 000 )</b>	<b>( 573 436 000 )</b>	<b>( 493 687 000 )</b>
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13	<b>477 755 000</b>	456 874 000	311 283 000
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	18 102 000	8 517 000	25 705 000
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16		21 073 000	18 646 000
Réserves financières et fonds réservés	17	43 661 000	17 658 000	8 113 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			31 900 000	126 638 000
	18	<b>61 763 000</b>	79 148 000	179 102 000
	19	<b>(100 542 000)</b>	<b>(37 414 000)</b>	<b>(3 302 000)</b>
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		<b>126 284 000</b>	<b>95 949 000</b>



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	772 652 400	768 607 000	789 342 000
<b>Charges sociales</b>	2	405 777 500	336 160 000	372 047 000
<b>Biens et services</b>	3	559 096 100	478 413 000	553 651 000
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	202 040 500	195 435 000	183 855 000
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	27 702 500	31 741 000	29 834 000
D'autres tiers	7	25 843 100	22 840 000	22 260 000
Autres frais de financement	8	1 310 000	517 000	619 000
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	1 795 261 200	1 789 383 000	1 776 590 000
Autres	10	5 539 000	4 608 000	5 186 000
Autres organismes	11	72 729 200	85 105 000	87 616 000
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12			
<b>Autres</b>				
- Autres	13	(75 980 100)	(105 459 000)	(5 093 000)
-	14			
-	15			
	16	3 791 971 400	3 607 350 000	3 815 907 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	102 703 000	(36 700 000)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	352 356 000	334 708 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	( 1 278 956 000 )	( 1 339 906 000 )
Financement des investissements en cours	5 412 000	(120 872 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	■	■
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	■	■
	7	7

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté			
- À l'exercice suivant	20 100 000		
- Exc. affect.-Arrondissements	123 191 000	142 974 000	
- Exc. affect.-Proj.spécifiques	8 339 000	38 360 000	
- Exc. affect.-Autres fins	40 251 000	31 807 000	
-			
-			
-			
	191 881 000	213 141 000	
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	33 626 000	23 268 000	
- Gestion de l'eau	76 495 000	74 200 000	
- Immobilisations	23 249 000		
-			
-			
	133 370 000	97 468 000	
Fonds réservés			
Fonds de roulement	1 903 000	2 254 000	
Fonds parcs et terrains de jeux	15 245 000	12 202 000	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques			
Société québécoise d'assainissement des eaux			
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	1 829 000	1 830 000	
Financement des activités de fonctionnement			
Autres			
- Unité de stationnement	5 089 000	4 745 000	
- Autres	3 039 000	3 068 000	
-			
-			
	27 105 000	24 099 000	
	352 356 000	334 708 000	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	35 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 ( 73 725 000 ) ( )	( 98 300 000 )
Régimes non capitalisés	37 ( 96 320 000 ) ( )	( 96 320 000 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 ( ) ( )	( )
Autres	39 ( 41 628 000 ) ( )	( 54 704 000 )
Régimes non capitalisés	40 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	42 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	43 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ( ) ( )	( )
Autres		
-	45 ( ) ( )	( )
-	46 ( ) ( )	( )
	47 ( 211 673 000 ) ( )	( 249 324 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	48 ( ) ( )	( )
Autre financement	49 ( 1 067 283 000 ) ( )	( 1 090 582 000 )
	50 ( 1 278 956 000 ) ( )	( 1 339 906 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	51 350 072 000	350 270 000
Investissements à financer	52 ( 344 660 000 ) ( )	( 471 142 000 )
	53 5 412 000	(120 872 000)

---

# RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 406 732 400	2 411 892 000	2 315 814 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	309 318 900	311 036 000	335 547 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	83 245 400	84 999 000	81 406 000
Activités de fonctionnement	6	125 501 500	127 244 000	110 646 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	781 900	709 000	662 000
	9	2 925 580 100	2 935 880 000	2 844 075 000
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	25 766 300	23 395 000	25 970 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	13 678 700	13 855 000	13 778 000
Autres				
-Autres	14	752 700	809 000	824 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	10 372 600	10 386 000	11 562 000
Activités de fonctionnement	19	19 884 000	20 355 000	21 917 000
Activités d'investissement	20			
	21	70 454 300	68 800 000	74 051 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23	10 992 300	11 102 000	10 713 000
	24	10 992 300	11 102 000	10 713 000
	25	81 446 600	79 902 000	84 764 000
	26	3 007 026 700	3 015 782 000	2 928 839 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	36 010 400	32 893 000	32 556 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28		3 597 000	4 084 000
Taxes d'affaires	29	588 200	(2 581 000)	762 000
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	36 598 600	33 909 000	37 402 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	55 261 400	64 531 000	47 576 000
Cégeps et universités	33	63 059 000	62 433 000	61 477 000
Écoles primaires et secondaires	34	44 261 500	43 238 000	41 164 000
	35	162 581 900	170 202 000	150 217 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 587 800	2 139 000	1 938 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37		250 000	255 000
Taxes d'affaires	38			
	39	2 587 800	2 389 000	2 193 000
	40	201 768 300	206 500 000	189 812 000
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	33 967 200	25 444 000	29 423 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		2 968 000	3 622 000
Taxes d'affaires	43	3 389 600	3 222 000	3 680 000
	44	37 356 800	31 634 000	36 725 000
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	9 388 500	10 129 000	9 312 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	9 388 500	10 129 000	9 312 000
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	2 794 800	2 694 000	2 563 000
	50	2 794 800	2 694 000	2 563 000
	51	251 308 400	250 957 000	238 412 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Budget 2014	Réalizations 2014	Réalizations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	3 551 100	9 744 000	7 482 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	356 000	354 000	361 000
Sécurité civile	55	149 000	4 000	14 000
Autres	56		148 000	151 000
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	1 411 000	1 876 000	1 885 000
Enlèvement de la neige	58	824 000	818 000	836 000
Autres	59	849 000	843 000	862 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	80 000	79 000	
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	167 000	166 000	170 000
Réseau de distribution de l'eau potable	68	75 000	75 000	77 000
Traitement des eaux usées	69	470 000	409 000	100 000
Réseaux d'égout	70	5 000	1 847 000	4 767 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	153 000	14 433 000	14 696 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	35 097 000	22 603 000	21 961 000
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75		330 000	
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77	57 500	300 000	64 000
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 267 500	1 880 000	2 017 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	360 000		
Rénovation urbaine	83	14 098 000	10 713 000	12 775 000
Promotion et développement économique	84	20 699 500	18 963 000	17 533 000
Autres	85		4 000	10 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	1 645 400	2 676 000	3 498 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	4 959 700	4 682 000	4 887 000
Autres	88	2 788 400	5 661 000	4 361 000
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	89 063 100	98 608 000	98 507 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91		3 000	
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	4 362 000	12 627 000	312 000
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98		21 000	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	31 134 000	64 197 000	20 363 000
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	34 977 000	50 176 000	22 931 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123	570 000		
Autres	124			13 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	24 296 000	25 112 000	15 398 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		14 000	4 691 000
Autres	127		1 655 000	1 875 000
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	95 339 000	153 805 000	65 583 000



**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	70 900 000	71 016 000	106 091 000
	138	70 900 000	71 016 000	106 091 000
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	255 302 100	323 429 000	270 181 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	100 000	131 000
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	100 000	131 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	100 000	131 000

**ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	43 217 900	36 779 000	42 091 000
Sécurité publique	183	207 600	176 000	267 000
Transport				
Réseau routier	184	64 897 500	67 281 000	65 826 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	14 000	14 000	12 000
Autres	189	182 900	3 448 000	734 000
Hygiène du milieu	190	1 663 400	2 271 000	2 350 000
Santé et bien-être	191	29 221 300	26 388 000	28 866 000
Aménagement, urbanisme et développement	192	90 227 800	90 240 000	93 311 000
Loisirs et culture	193	33 286 300	34 293 000	46 704 000
Réseau d'électricité	194			
	195	262 918 700	260 890 000	280 161 000
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	263 018 700	261 123 000	280 292 000
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	24 651 800	30 781 000	29 436 000
Droits de mutation immobilière	198	125 730 900	154 584 000	126 295 000
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	150 382 700	185 365 000	155 731 000
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	100 377 500	92 664 000	106 453 000
<b>INTÉRÊTS</b>	203	78 930 200	86 265 000	80 817 000
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	8 800 800	4 379 000	3 680 000
Gain (perte) sur cession de placements	206		5 754 000	9 683 000
Contributions des promoteurs	207	3 000 000	8 241 000	27 720 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	24 428 000	24 807 000	24 548 000
Autres contributions	210			
Autres	211	17 335 000	10 435 000	14 051 000
	212	53 563 800	53 616 000	79 682 000

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>				
Conseil	1	53 289 100	52 713 000	49 246 000
Application de la loi	2	9 352 000	14 039 000	13 065 000
Gestion financière et administrative	3	232 570 500	214 286 000	238 567 000
Greffe	4	15 655 100	14 969 000	31 946 000
Évaluation	5	13 365 900	13 366 000	14 697 000
Gestion du personnel	6	56 244 500	54 883 000	48 925 000
Autres	7	457 281 600	332 919 000	400 257 000
	8	837 758 700	697 175 000	796 703 000
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>				
Police	9	502 842 000	503 632 000	473 362 000
Sécurité incendie	10	300 342 900	300 343 000	280 693 000
Sécurité civile	11	1 184 300	1 184 000	2 590 000
Autres	12	14 167 700	13 971 000	14 092 000
	13	818 536 900	819 130 000	770 737 000
<b>TRANSPORT</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	152 449 900	148 663 000	154 869 000
Enlèvement de la neige	15	153 263 600	138 284 000	191 187 000
Éclairage des rues	16	36 037 600	35 983 000	33 199 000
Circulation et stationnement	17	44 684 500	43 977 000	43 171 000
Transport collectif				
Transport en commun	18	339 961 900	339 962 000	337 205 000
Transport aérien	19			
Transport par eau	20	80 300	44 000	60 000
Autres	21	11 810 100	17 572 000	7 433 000
	22	738 287 900	724 485 000	767 124 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	60 329 300	58 405 000	68 928 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	84 417 800	84 658 000	91 105 000
Traitement des eaux usées	25	83 740 700	81 631 000	94 905 000
Réseaux d'égout	26	52 105 300	41 064 000	42 210 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	54 581 600	54 072 000	61 955 000
Élimination	28	33 210 700	33 184 000	36 501 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	30 328 500	29 611 000	30 351 000
Tri et conditionnement	30	939 500	939 000	312 000
Matières organiques				
Collecte et transport	31	3 471 300	3 091 000	2 929 000
Traitement	32	4 542 800	4 543 000	3 865 000
Matériaux secs	33	11 090 500	10 297 000	14 163 000
Autres	34	4 096 900	3 754 000	2 733 000
Plan de gestion	35			
Autres	36	2 685 400	2 525 000	1 970 000
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38	7 899 900	7 748 000	76 546 000
Autres	39	777 800	413 000	793 000
	40	434 218 000	415 935 000	529 266 000
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>				
Logement social	41	19 811 600	19 490 000	20 064 000
Sécurité du revenu	42	28 427 400	26 291 000	28 289 000
Autres	43	15 144 800	14 188 000	13 097 000
	44	63 383 800	59 969 000	61 450 000
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	45	55 484 500	53 512 000	53 210 000
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	46	2 069 500	1 831 000	2 102 000
Autres biens	47	37 675 900	25 272 000	30 797 000
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	48	73 613 800	75 090 000	85 233 000
Tourisme	49	1 334 600	1 305 000	804 000
Autres	50	112 600	199 000	242 000
Autres	51	6 174 700	145 000	239 000
	52	176 465 600	157 354 000	172 627 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

**ANALYSE DES CHARGES NON CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>				
Activités récréatives				
Centres communautaires	53	61 440 000	63 294 000	57 454 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 368 700	34 060 000	34 564 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	37 188 000	36 623 000	33 650 000
Parcs et terrains de jeux	56	133 224 200	139 874 000	135 718 000
Parcs régionaux	57			
Expositions et foires	58	240 000	229 000	289 000
Autres	59	12 774 300	13 364 000	11 479 000
	60	280 235 200	287 444 000	273 154 000
Activités culturelles				
Centres communautaires	61	15 616 700	16 236 000	16 757 000
Bibliothèques	62	81 927 900	79 597 000	78 392 000
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	63	59 292 600	64 554 000	77 040 000
Autres ressources du patrimoine	64			
Autres	65	29 352 100	34 938 000	36 089 000
	66	186 189 300	195 325 000	208 278 000
	67	466 424 500	482 769 000	481 432 000
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>				
	68			
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>				
Dette à long terme				
Intérêts	69	249 828 800	246 015 000	231 700 000
Autres frais	70	5 757 300	4 001 000	4 249 000
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	71			
Autres	72	1 310 000	517 000	619 000
	73	256 896 100	250 533 000	236 568 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

## **Section II - Autres renseignements financiers non consolidés**

# COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE NON CONSOLIDÉES

## TABLE DES MATIÈRES

	L=Locale	
	<b>PAGE</b>	
<b>Section II</b>		
<b>Taux global de taxation réel audité</b>		
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	S31-L	78
Taux global de taxation réel	S32-L	79
<b>Autres renseignements non consolidés non audités</b>		
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	S36-L	83
Acquisition d'immobilisations non consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	S36-L	83
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	S39-L	84
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	S45-L	85
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	S46-L	86
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	S47-L	87
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	S48-L	88
Taux des taxes	S50-L	89
Questionnaire	S52-L	91



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À Monsieur le Maire,  
Au président et aux membres du comité exécutif,  
Aux membres du conseil de la Ville de Montréal,  
Aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014. Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

### *Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

*Opinion*

À mon avis, le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA auditeur, CA

Montréal, le 17 avril 2015

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		3 022 737 000
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	146 000	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8	6 809 000	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10 6 955 000
<b>Revenus de taxes</b>	11		3 015 782 000

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes			1	3 015 782 000
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	6 809 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>3 022 591 000</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	11 102 000		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	17 398 000		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 066 941 000		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8			
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>(2 104 000)</u>	10	<u>1 093 337 000</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>1 929 254 000</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1 <u>188 860 889 000</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2 <u>189 338 075 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>189 099 482 000</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>1 929 254 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>189 099 482 000</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6 <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">  </span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">1</span> , <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">2</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">0</span> <span style="border: 1px solid black; padding: 2px;">2</span> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7 <u>212 488 997 000</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8 <u>212 923 397 000</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>212 706 197 000</u>

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

# AUTRES RENSEIGNEMENTS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	59 740 000	69 222 000	26 459 000
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	34 530 000	72 559 000	42 265 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	183 136 000	153 915 000	128 994 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	26 387 000	2 769 000	13 846 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	59 850 000	9 714 000	5 393 000
Aires de stationnement	9	2 552 000	2 139 000	2 307 000
Parcs et terrains de jeux	10	64 940 000	41 890 000	45 897 000
Autres infrastructures	11	1 641 000	28 761 000	33 162 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	36 849 000	15 764 000	14 622 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	108 985 000	117 167 000	100 579 000
Améliorations locatives	15		1 246 000	855 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	14 775 000	14 756 000	20 625 000
Ameublement et équipement de bureau	18	26 948 000	18 151 000	23 155 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 496 000	18 898 000	16 413 000
Terrains	20	7 591 000	6 485 000	17 563 000
Autres	21	9 640 000		1 552 000
	22	640 060 000	573 436 000	493 687 000

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		35 307 000	12 487 000
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		22 152 000	14 034 000
Autres infrastructures	27		222 673 000	163 391 000
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		33 915 000	13 973 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		50 407 000	28 231 000
Autres infrastructures	32		16 515 000	66 207 000
Autres immobilisations	33		192 467 000	195 364 000
	34		573 436 000	493 687 000

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	13 365 900	13 366 000	14 697 000
Autres	3	259 102 000	259 037 000	256 394 000
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	494 237 500	494 238 000	464 252 000
Sécurité incendie	5	300 342 900	300 343 000	280 693 000
Sécurité civile	6	1 014 700	1 015 000	1 078 000
Autres	7	6 710 000	6 709 000	6 404 000
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	23 923 900	23 924 000	28 591 000
Transport collectif	9	339 961 900	339 962 000	337 205 000
Autres	10	7 124 200	7 403 000	4 270 000
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	185 959 700	180 524 000	209 952 000
Matières résiduelles	12	49 097 300	49 097 000	52 945 000
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	4 511 600	4 212 000	4 079 000
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	18 897 600	18 607 000	20 018 000
Autres	17	1 046 600	1 047 000	1 296 000
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	4 182 000	4 182 000	2 378 000
Rénovation urbaine	19	4 127 400	4 127 000	3 376 000
Promotion et développement économique	20	17 999 600	17 938 000	29 029 000
Autres	21	144 700	144 000	239 000
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	17 663 800	17 664 000	16 507 000
Activités culturelles	23	45 847 900	45 844 000	43 187 000
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	1 795 261 200	1 789 383 000	1 776 590 000



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1	25 639 000	26 982 000
<b>Charges sociales</b>	2	8 096 000	8 456 000
<b>Biens et services</b>	3	538 835 000	457 327 000
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5	866 000	922 000
	6	573 436 000	493 687 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	28 800 000	83 545 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(65 544 000)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	(36 744 000)	83 545 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	165 874 000	(39 525 000)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(26 427 000)	(80 720 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	139 447 000	(120 245 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	102 703 000	(36 700 000)
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	213 141 000	215 397 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	(111 000)	427 000
Solde redressé au début de l'exercice	15	213 030 000	215 824 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(26 503 000)	(64 757 000)
Activités d'investissement	17	(21 073 000)	(18 646 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	26 427 000	80 720 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(21 149 000)	(2 683 000)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	191 881 000	213 141 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	121 567 000	101 008 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(5 364 000)	(3 183 000)
Solde redressé au début de l'exercice	25	116 203 000	97 825 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	61 930 000	31 855 000
Activités d'investissement	27	(17 658 000)	(8 113 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	44 272 000	23 742 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	160 475 000	121 567 000

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 1 339 906 000 )	( 1 412 894 000 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 1 339 906 000 )	( 1 412 894 000 )
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( 3 781 000 )	( 477 000 )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ( )	( )
Utilisation du fonds général	40 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( 3 781 000 )	( 477 000 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ( )	( )
Autre financement	46 ( 3 426 000 )	( )
	47 ( 355 000 )	( 477 000 )
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48 33 870 000	33 795 000
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49 26 725 000	39 670 000
	50 60 595 000	73 465 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51 ( 1 278 956 000 )	( 1 339 906 000 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	52 (120 872 000)	(216 820 000)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	(1 000)
Solde redressé au début de l'exercice	54 (120 872 000)	(216 821 000)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55 126 284 000	95 949 000
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59 126 284 000	95 949 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60 5 412 000	(120 872 000)

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>4 050 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>4 050 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>4 050 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Redressement aux exercices antérieurs</b>	<b>Règlements d'emprunt fermés</b>		<b>Utilisation de l'exercice</b>	<b>Transferts</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>			
			<b>Activités de fonctionnement</b>	<b>Activités d'in- vestissement</b>						
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7			
Montant réservé pour le service de la dette	8	1 830 000	9	10	(1 000)	11	12	13	14	1 829 000
	15	1 830 000	16	17	(1 000)	18	19	20	21	1 829 000

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Égout	2	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Eau et égout	3	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Traitement des eaux usées	4	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$
Matières résiduelles	5	[ ][ ][ ][ ] , [ ][ ]	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [ ][ ] , [ ][ ][ ][ ] %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Voir pages suivantes	100,000	7	voir pages suivantes

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

# Montréal Taux de taxation de 2014 (en \$/100\$)<sup>1</sup>

(Non audité)

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	0 logements ou plus	Non résidentielle	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis	Taux PTI d'arrondissement	Taux particuliers
<b>Anjou</b>	0,7407	0,7837	3,4114	1,4814	0,7407	0,0816	
Taxe spéciale de l'eau	0,1040	0,0876	0,3217	0,1040			
Taxe d'arrondissement							0,1100
<b>Lachine</b>	0,6404	0,6017	3,2008	1,2808	0,6404	0,0657	
Taxe spéciale de l'eau	0,0920	0,0499	0,2697	0,0920			
Taxe d'arrondissement							63,35 \$ / unité 0,0500
<b>LaSalle</b>	0,6138	0,5578	3,1467	1,2276	0,6138	0,0522	
Taxe spéciale de l'eau	0,0899	0,0508	0,2756	0,0899			
Taxes d'arrondissement							0,1149
<b>L'Île-Bizard</b>	0,6663	0,7093	3,1781	1,3326	0,6663	0,0833	
Taxe spéciale de l'eau	0,0932	0,0169	0,2885	0,0932			
Taxe d'arrondissement							0,0500
<b>Montréal</b>	0,7100	0,7530	3,3285	1,4200	0,7100	<i>voir détails ci-bas</i>	
Taxe spéciale de l'eau	0,1132	0,1132	0,3566	0,1132			
Ahuntsic-Cartierville						0,0417	
Taxe d'arrondissement							0,0477
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce						0,0267	
Taxe d'arrondissement							0,0500
Mercler-Hochelaga-Maisonneuve						0,0438	
Taxe d'arrondissement							0,0700
Plateau Mont-Royal						0,0294	
Taxe d'arrondissement							0,0500
Rivières-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles						0,0628	
Taxe d'arrondissement							0,1000
Rosemont-Petite-Patrie						0,0444	
Taxe d'arrondissement							0,0471
Le Sud-Ouest						0,0571	
Taxes d'arrondissement							0,0618
Ville-Marie						0,0112	
Taxe d'arrondissement							0,0477
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension						0,0522	
Taxe d'arrondissement							0,0500
<b>Montréal-Nord</b>	0,7005	0,7435	3,2845	1,4010	0,7005	0,0656	
Taxe spéciale de l'eau	0,0866	0,0454	0,1454	0,0866			
Taxes d'arrondissement							0,1416
Eau (non-résidentiel)							0,20717
<b>Outremont</b>	0,6367	0,5573	3,1213	1,2734	0,6367	0,0326	
Taxe spéciale de l'eau	0,1132	0,1132	0,3521	0,1132			
Taxe d'arrondissement							0,0470
<b>Pierrefonds</b>	0,6624	0,6181	3,2430	1,3248	0,6624	0,0693	
Taxe spéciale de l'eau	0,0975	0,0515	0,3129	0,0975			
Taxe d'arrondissement							0,0724
<b>Roxboro</b>	0,7028	0,7458	3,2836	1,4056	0,7028	0,0627	
Taxe spéciale de l'eau	0,0963	0,0366	0,2906	0,0963			
Taxe d'arrondissement							0,0724
<b>Sainte-Genève</b>	0,6270	0,6033	3,1924	1,2540	0,6270	0,0827	
Taxe spéciale de l'eau	0,0715	0,0194	0,2291	0,0715			
Taxe d'arrondissement							0,0500
<b>Saint-Laurent</b>	0,6954	0,7385	3,2700	1,3908	0,6954	0,0573	
Taxe spéciale de l'eau	0,0981	0,0491	0,2804	0,0981			
Taxe d'arrondissement							0,0700
<b>Saint-Léonard</b>	0,6773	0,7203	3,2115	1,3546	0,6773	0,0548	
Taxe spéciale de l'eau	0,0931	0,0574	0,2964	0,0931			
Taxe d'arrondissement							0,0861
<b>Verdun</b>	0,6189	0,5864	3,1229	1,2378	0,6189	0,0376	
Taxe spéciale de l'eau	0,0957	0,0604	0,3219	0,0957			
Taxe d'arrondissement							0,0766
Secteur IDS							0,0267
Secteur TFE							0,0448
<b>Taxe spéciale voirie</b>	<b>Résidentiel</b>		<b>Non résidentiel</b>	<b>Anjou</b>			
Ville de Montréal	0,0041	0,0265		Taux dette particulier - Règlement 04-069 :			
				0,00149			
<b>Divers</b>	<b>OBNI</b>	<b>STM</b>	<b>Terrains</b>	<b>Technoparc</b>			
Ville de Montréal	0,5000	1,0807	0,8000	0,5000			

<sup>1</sup> Sauf indication contraire.



**Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal  
pour l'exercice de 2014<sup>1</sup> (Non audité)**

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 \$ par logement, 10 \$ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges- Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	85 \$ par logement
LaSalle	Tarif de base de 40 \$ par logement pour les premiers 255 m <sup>3</sup> ; tarif de 0,37 \$/m <sup>3</sup> jusqu'à 425 m <sup>3</sup> et de 0,41 \$/m <sup>3</sup> pour l'excédent.	100 \$ par logement
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 45 \$ par unité; maison de chambres, 20 \$ par chambre; autres immeubles, 70 \$ par logement.  Sainte-Geneviève : tarif fixe de 85 \$ par logement ou 85 \$ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Île-Bizard : s. o.  Sainte-Geneviève : 125 \$ par logement ou 50 \$ par chambre
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	202 \$ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	Pierrefonds : 85 \$ par logement  Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies- Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont-La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum de 25 \$ par logement pour les premiers 228 m <sup>3</sup> et tarif au compteur de 0,396 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 45 \$ par logement.	96 \$ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	s. o.	s. o.

<sup>1</sup> Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

**Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal  
pour l'exercice de 2014<sup>1</sup> (Non audité)**

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,57 \$/m <sup>3</sup> pour toute consommation excédant 100 000 m <sup>3</sup> , en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Carderville	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 \$/m <sup>3</sup> .	s. o.
Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (Immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 45 \$ par logement ou 150 \$ par établissement; b) 0,33 \$/m <sup>3</sup> pour 454 609 m <sup>3</sup> et 0,2552 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 \$/m <sup>3</sup> ; b) 45 \$ par logement ou 360 \$ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 \$ à 4 700 \$.	85 \$ par établissement commercial
LaSalle	Tarif de base de 90 \$ par local pour les premiers 255 m <sup>3</sup> , tarif de 0,37 \$/m <sup>3</sup> jusqu'à 425 m <sup>3</sup> et de 0,41 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent.	100 \$ par établissement commercial
L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 \$ par local; autres commerces : 270 \$ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 \$ par local pour les premiers 227,3 m <sup>3</sup> et tarif au compteur de 0,274967 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent.	L'Île-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 125 \$ par établissement commercial
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,20717 \$ par 100 \$ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 \$ du m <sup>3</sup> .	s. o.
Outremont	Tarif au compteur de 0,44 \$/m <sup>3</sup> . Un crédit de 0,10 \$ du 100 \$ d'évaluation est accordé sur l'évaluation foncière totale au rôle.	202 \$ par bureau d'affaires ou 516 \$ par établissement commercial
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 \$ par local pour les premiers 360 m <sup>3</sup> et taux de 0,21 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 \$ à 360 \$ selon le type de commerce.	Pierrefonds : 85 \$ par établissement commercial Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont-La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 \$/m <sup>3</sup> jusqu'à 909 200 m <sup>3</sup> et de 0,297 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 \$ par établissement pour les premiers 318 m <sup>3</sup> et tarif au compteur de 0,26708 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 \$ par unité pour les premiers 228 m <sup>3</sup> et tarif au compteur de 0,19 \$/m <sup>3</sup> sur l'excédent.	96 \$ par établissement commercial
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 \$/m <sup>3</sup> aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

<sup>1</sup> Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2014	3 _____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	4 _____	\$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	7 _____	\$
b) autres formes d'aide	8 _____	\$
3. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	11 _____	52 000 \$
4. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant.	14 _____	130 000 \$